

AFRICA : 4 OCTOBRE 2020 : [BURUNDI : La BELGIQUE a un nouveau gouvernement ANTI – BURUNDI | RWANDA : «L'éloge du sang», ouvrage polémique sur le rôle du FPR pendant le génocide | 'Hotel Rwanda' film hero Paul Rusesabagina loses bail appeal | RDC : Affaire Minembwe : la démarche de Ruberwa « menace l'intégrité du pays » | KENYA : Kenya and France sign three bilateral deals to boost economic ties - VINCI finalise le contrat de 1,3 milliard € pour l'exploitation sur 30 ans de l'autoroute Nairobi | COTE D'IVOIRE : Simone Gbagbo - "Il n'y aura pas d'élections en Côte d'Ivoire". | MALAWI : Le Zimbabwe félicite le Malawi pour sa présidentielle sans observateur étranger | ETHIOPIA readies to launch second satellite, plans for 10 more by 2030]



SOURCES / PHOTO : digitalcongo.net | rci.fm | agenceecofin.com | bladi.net | fr.africanews.com | Deutschewelle | rfi.fr | theeastafrican.co.ke |

BURUNDI : La BELGIQUE a un nouveau gouvernement ANTI – BURUNDI

MARTINIQUE : Ultimatum des syndicats pour relancer le BTP en Martinique Par

RWANDA : «L'éloge du sang», ouvrage polémique sur le rôle du FPR pendant le génocide | 'Hotel Rwanda' film hero Paul Rusesabagina loses bail appeal

RDC : Affaire Minembwe : la démarche de Ruberwa « menace l'intégrité du pays » (député Mohindo)/ Minembwe mué en commune : Fayulu appelle les Congolais à s'y opposer | Malgré l'arbitrage de la SADC, les militaires ZAMBIENS sont toujours en RDC

KENYA : Kenya and France sign three bilateral deals to boost economic ties | VINCI finalise le contrat de 1,3 milliard € pour l'exploitation sur 30 ans de l'autoroute Nairobi – Mau Romuald Ngueyap

SOMALIE : Signature avec les USA d'un accord d'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

BOTSWANA : Le mystère de la mort de centaines d'éléphants en partie résolu

MALAWI : Le Zimbabwe félicite le Malawi pour sa présidentielle sans observateur étranger

ZIMBABWE : Vers la mise sur pied d'une usine de montage de bus avec l'aide de la Biélorussie

MOZAMBIQUE : Filipe Nyusi, président du Mozambique sera élu Personnalité de l'Année 2020 en Afrique | Plusieurs projets gaziers de 51,6 Milliards USD en cours

MAROC : Réponse sèche à Human Rights Watch suite à un communiqué libellé : “Maroc : un journaliste critique poursuivi pour espionnage”

COTE D'IVOIRE : Simone Gbagbo - "Il n'y aura pas d'élections en Côte d'Ivoire".

MALI : Concession de taille pour une levée des sanctions de la CEDEAO

BURKINA FASO : Le pays se dote d'une usine de fabrication de panneaux solaires

GHANA : Signature d'un accord d'appui budgétaire de 92,9 millions EUR (60,9 milliards FCFA) avec l'Union Européenne.

ETHIOPIA readies to launch second satellite, plans for 10 more by 2035

HAÏTI :

Haïti - Éducation : La plateforme syndicale des enseignants dénonce des examens d'État «bidons»
30/09/2020 09:22:26 <https://www.haitilibre.com/article-31925-haiti-education-la-plateforme-syndicale-des-enseignants-denonce-des-examens-d-etat-bidons.html>

Dans une note de protestation, la plateforme des syndicats d'enseignants (UNNOEH, CNEH, UNNOH, GIEL, LINEH, REEH, ANNIH) attire l'attention de la population « sur les conséquences néfastes » des décisions du Ministère de l'Éducation Nationale (MENFP) relatives au fonctionnement des écoles dans le contexte de la crise socio-politique et sanitaire.

La plateforme syndicale « dénonce avec la plus grande rigueur le projet du Ministère d'organiser un examen minimal sur mesure après l'échec total de la mise en œuvre d'un calendrier scolaire minimaliste et irréaliste de 50 jours de classe. » La plateforme croit que la première condition de validité d'une évaluation exige qu'elle fasse suite à un processus d'enseignement et affirme « Cette décision du MENFP qui n'a d'autres finalités que de faciliter la satisfaction des intérêts mesquins d'un petit groupe de privilégiés du système, est une catastrophe psychologique et pédagogique pour la catégorie des élèves les plus démunis. »

De plus, la plateforme dénonce « les simulacres visant à organiser des séances de rattrapage à l'intention des élèves qui vont subir les épreuves officielles sans apprentissage, alors que rien n'est fait pour satisfaire les revendications des enseignants/tes. Pendant que l'insécurité fait rage causant l'arrêt total des activités des écoles dans certaines zones [...] l'État accélèrent les stratagèmes pour réaliser un examen qui va continuer à dégrader la valeur de nos diplômes haïtiens. »

Face « à cette menace de dévalorisation des diplômes » la Plateforme des syndicats d'enseignants lance un cri d'alarme contre le programme à « compétences minimales » qui condamnent les enfants « à recevoir une formation minimale pour un diplôme minimal dans une école minimale. »

GUADELOUPE :

Guadeloupe: 1000 cas de Covid-19 par semaine et 15 nouveaux décès
Par Le Figaro avec AFP Publié hier à 23:43

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/guadeloupe-1000-cas-de-covid-19-par-semaine-et-15-nouveaux-deces-20200930>

La circulation du virus Covid-19 reste «très active» en Guadeloupe, avec plus de 1000 nouveaux cas positifs enregistrés la semaine dernière et «15 nouveaux décès», ont indiqué mercredi la préfecture et l'ARS dans un communiqué. Les indicateurs connaissent pourtant une forme de stabilisation même si «le plateau est très haut», a affirmé Valérie Denux, directrice générale de l'ARS de Guadeloupe, lors d'une conférence de presse retransmise en live sur les réseaux sociaux. La Guadeloupe, placée depuis une semaine en zone d'alerte maximale, reste «très nettement au dessus du seuil d'alerte, avec un taux d'incidence de 278,07 pour 100.000 habitants», même si ce taux est en «légère diminution par rapport à la semaine» précédente. Le taux de positivité reste stable, à 22,71 %. Au total, la Guadeloupe compte 5528 cas de Covid-19 cumulés depuis le début de l'épidémie et 57 décès. En revanche, le facteur de reproduction du virus passe sous la barre symbolique du 1: il est à 0,92. C'était un objectif visé par les autorités. «Ce doit être pris avec précaution, le facteur de reproduction de la semaine prochaine viendra confirmer cette

tendance», indiquent les autorités.

«Il n'est pas impossible que nous passions en état d'urgence sanitaire», a rappelé Alexandre Rochatte, le préfet de Guadeloupe, si le taux d'incidence pour les personnes âgées (291/100.000) et la pression sur l'hôpital se maintiennent. «L'activité hospitalière reste très intense», même si une unité de 37 personnels médicaux militaires est venue renforcer les équipes du CHU. «Nous avons aussi apporté près d'une tonne de matériel», a indiqué à la presse le médecin en chef Jean, qui pilote l'unité médicale de l'Armée, lors de son installation dans une des unités Covid du CHU. Mercredi, 27 personnes étaient hospitalisées en réanimation, contre 32 dimanche pour un total de «36 lits covid» ouverts.

Dans un communiqué, l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) a déploré «le chiffre catastrophique» de «31 morts en deux semaines» (avec 16 décès enregistrés du 14 au 21 septembre), dénonçant une situation «pas acceptable». Le préfet a déjà pris plusieurs mesures de restrictions: fermeture des bars et restaurants, interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes dans les lieux publics, accès aux plages restreint, etc... Une dernière mesure vient d'entrer en vigueur. Pour voyager entre la Guadeloupe, la Martinique et Saint-Martin, il faut dès le 1er octobre présenter un motif impérieux, personnel, familial, de santé ou professionnel.

MARTINIQUE :

Ultimatum des syndicats pour relancer le BTP en Martinique Par
BDLS et Jessica Dantin 30/09/2020 – 16:35

<https://www.rci.fm/martinique/infos/Social/Ultimatum-des-syndicats-pour-relancer-le-BTP-en-Martinique>

Les quatre syndicats du BTP étaient réunis ce mercredi 30 septembre 2020 pour lancer un ultimatum aux services publics afin de relancer le BTP en Martinique.

« Un BTP viable, un BTP pour tous, qui a de la visibilité », voilà la requête urgente lancée par les syndicats du secteur en Martinique. Le SEBTPAM , la CNATP972 , la CAPEB972 et la FFB qui sont les quatre syndicats du BTP étaient réunis ce mercredi matin (30 septembre 2020) afin d'adresser un ultimatum commun aux services publics.

Le BTP, l'un des plus gros employeurs de l'île, tourne au ralenti depuis des mois, faute de commandes publiques et aussi en raison du rallongement des délais de paiement. Le secteur a perdu en 12 ans près de 5 200 employés.

Hervé Etilé, le président de la fédération française du bâtiment en Martinique est déterminé et il a pesé ses mots pour décrire la situation. Ce n'est pas la première fois que ces organisations font monter la pression face aux collectivités publiques. Pour Hervé Etilé, pour que les choses bougent, il faut que tous les acteurs s'asseyent autour d'une table. L'objectif étant de relancer durablement la filière en Martinique.

***** AFRIQUE DE L'EST ******

BURUNDI :

BURUNDI : Un grand nombre des jeunes chômeurs en attente / MURAMVYA

Posted on : [September 29, 2020](#) By [bdiagnews](#)

<https://burundi-agnews.org/economie/burundi-un-grand-nombre-des-jeunes-chomeurs-en-attente-muramvya/>

ECONOMIE – MURAMVYA, Samedi 12 septembre 2020 – M. NZAMBIMANA Diomède , Gouverneur de MURAMVYA, a clôturé l'activité de recensement des jeunes chômeurs à MURAMVYA.

M. NZAMBIMANA dit avoir constaté un grand nombre des jeunes chômeurs en attente de travail. Circulant dans sa province.

Au Burundi, autrefois un jeune (fille ou garçon) à partir de 12 à 13 ans demandait à sa mère si il pouvait s'initier à un métier (cfr. Devenir HUTU , soit un "humain augmenté" – <http://Burundi-agnews.org/hutu->). Une fois initié et devenu HUTU, le jeune apprenait à – PRODUIRE – (PRIMAIRE), – TRANSFORMER – (SECONDAIRE), et – COMMERCER – (TERTIAIRE). Par exemple, un jeune ÉLEVEUR, une fois qu'il savait comment traire le lait d'une vache (INKA). On lui apprenait aussi comment en faire du beurre (ou autres choses). Enfin, comment pouvoir commercer son beurre. D'où ÊTRE HUTU ou MUHUTU c'était devenir un HUMAIN AUGMENTE. Pour ce jeune ELEVEUR, c'était une très grande fierté d'être HUTU.

Un très grand nombre de ces jeunes chômeurs en attente de MURAMVYA sont tous déjà soit : des AGRICULTEURS ; CULTIVATEURS ; ELEVEURS ; etc. chez eux à la MAISON. Travaillant avec leurs Parents dans leurs – ITONGO -.

Ainsi pour les BURUNDI , ces jeunes ne sont pas des jeunes chômeurs en attente. Mais pour l'ECOLE DES MUNDELE, ils sont bel et bien des chômeurs !

BURUNDI : L'Hôpital Communautaire Santé Mère Enfant de GIKO, BUKEYE / MURAMVYA

Posted on : [September 29, 2020](#) By [bdiagnews](#)

<https://burundi-agnews.org/news/burundi-lhopital-communautaire-sante-mere-enfant-de-giko-bukeye-muramvya/>

SANTE –MURAMVYA(Commune BUKEYE),Vendredi 18 septembre 2020 –Dr.NDIKUMANA Thaddée, Ministre burundais de la Santé Publique et de la lutte contre le Sida ,était en visite àMURAMVYA.Reçu par M. NZAMBIMANA Diomède , Gouverneur deMURAMVYA.Ensemble, ils se sont rendus à l'Hôpital Communautaire Santé Mère Enfant de GIKO.Avantune visite guidée, ils ont été reçus par tout le personnel de l'hôpital.Dr.NDIKUMANA n'était pas venu les mains vides. Donnant des équipements sanitaires et des médicaments.

Le Ministre souhaitait découvrir par lui – même les infrastructures sanitaires de MURAMVYA.

BURUNDI : L' EAST AFRICAN LEADERSHIP INSTITUTE ouvre un campus à KAYANZA

<https://burundi-agnews.org/news/burundi-l-east-african-leadership-institute-ouvre-un-campus-a-kayanza/>Posted on : [September 28, 2020](#) By [bdiagnews](#)

EDUCATION – KAYANZA, Lundi 28 septembre 2020 – L' EAST AFRICAN LEADERSHIP

INSTITUTE (EALI) a ouvert un nouveau campus EALI KAYANZA.
Vendredi 25 septembre 2020, elle avait organisé une journée d'échange. Présentant son projet d'étendre ses activités à travers le pays.
Désormais KAYANZA pourra bénéficier de son enseignement.
L'EALI s'est donnée pour ambition de promouvoir une éducation innovante et de qualité au BURUNDI.

La BELGIQUE a un nouveau gouvernement ANTI – BURUNDI

DIASPORA, GLOBALISATION, GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS – DEFENSE, SECURITE – BRUXELLES, Jeudi 1 octobre 2020 – La Belgique a un nouveau gouvernement.
Composé de 7 formations politiques : Open VLD ; MR ; PS ; SP.A ; ECOLO ; GROEN ; et CD&V.
<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/la-belgique-a-un-nouveau-gouvernement-anti-burundi/>

Est ce une bonne nouvelle pour le BURUNDI ?

Parmi les 7, ces 6 formations suivantes sont liées au RESEAU SOROS ou / et au GROUPE BILDERBERG : Open VLD ; MR ; PS ; SP.A ; ECOLO ; et GROEN.
Le CD&V est, lui, lié au VATICAN et à la ROSE CROIX.

En 2015, le BURUNDI a subi UNE REVOLUTION DE COULEUR, dont un COUP D'ETAT MILITAIRE RATE. Organisée par les USA d'OBAMA (Les DEMOCRATES ou le Réseau des Familles d'anciens esclavagistes américains) + Le Réseau SOROS (Fondation Open Society), le VATICAN, la BELGIQUE (des MICHEL ou Le Réseau des anciennes familles de colons BELGES ou LA FRANCE AFRIQUE BELGE), et la FRANCE de HOLLANDE (LA FRANCE AFRIQUE). S'appuyant sur le réseau du dictateur HIMA Burundais, BUYOYA Pierre, et du dictateur KAGAME Paul, Président du RWANDA.

Excepté l'acteur RWANDAIS (*), il s'agit du même réseau qui a mis fin au ROYAUME DU BURUNDI -INGOMA Y'UBURUNDI – en 1965-66. Et instauré LA DICTATURE DES HIMA BURUNDAIS (Micombero, Bagaza, Buyoya), responsable du GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI [<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ; <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> ; http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm]. On parle de 4,5 Millions de victimes BURUNDI sur une population actuelle de plus de 9 Millions d'âmes, entre 1965-66 à 2005.

Aucun des acteurs, responsable de ce CRIME CONTRE L'HUMANITE, n' a encore été condamné jusqu' à ce jour. La JUSTICE BURUNDAISE devrait , elle même , commencer à juger et condamner pour GENOCIDE les acteurs de ce CRIME CONTRE L'HUMANITE. Au même moment, LA DIPLOMATIE BURUNDAISE devrait s'écarter de ces acteurs DANGEREUX, en attendant leur JUGEMENT par la JUSTICE BURUNDAISE.

Le nouveau gouvernement BELGE sera celui des enfants des familles des anciens colons BELGES. A commencer par M. Alexander DE CROO, Premier Ministre de la BELGIQUE, lui-même, qui est un proche des Michel.

Voici quelques réactions du passée de M. DE CROO , un ANTI – BURUNDI notoire :

[<https://www.youtube.com/watch?v=4HUf6S2TnVA>]

Burundi: A. De Croo en faveur d'une "transition rapide et sûre" (Vendredi 15 mai 2015) – https://www.rtb.be/info/belgique/detail_burundi-a-de-croo-en-faveur-d-une-transition-rapide-et-sure?id=8981494

Burundi : la Belgique arrêtera son aide directe en cas de 3e mandat de Nkurunziza (Samedi 16 mai 2015) – <https://www.france24.com/fr/20150521-alexander-de-croo-sina%C3%AF-bujumbura-migrants-cecile-allegra-> | https://www.lavenir.net/cnt/dmf20150511_00646847

De plus, M. Charles MICHEL est Président du CONSEIL EUROPEEN. Institution réunissant les chefs d'État ou chefs de gouvernement des 27 États membres de l'Union Européenne.

Le PS et ECOLO Belge sont liés au RESEAU SOROS (soit les financiers du RESEAU SINDUMUJA BURUNDAIS). Quelques membres du PS Belge sont AMIS – AMIS avec le RESEAU MICHEL :

[https://www.youtube.com/watch?v=DFG_PiHl-Ik]

Avec ces mauvaises nouvelles pour le BURUNDI et l'AFRIQUE en général, espérons que les DEMOCRATES AMERICAINS ne reviennent au pouvoir aux USA !

(*) Bien que les réfugiés rwandais au BURUNDI et au ZAÏRE aient été des acteurs

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Jeudi 1 octobre 2020 | Images : FRANCE 24

TANZANIE :

Tanzanie: le Britannique Indiana réclame 95 millions\$ à l'État pour «expropriation illégale» à Ntaka Hill
<https://www.agenceecofin.com/mines/3009-80824-tanzanie-le-britannique-indiana-reclame-95-millions-a-l-etat-pour-expropriation-illegale-a-ntaka-hill> 30 septembre 2020 18:59

(Agence Ecofin) - La Tanzanierisque gros dans le différend qui l'oppose depuis 2019 à Indiana Resources. La société a porté l'affaire devant le CIRDI réclamant au minimum 95 millions \$ pour «~~expropriation~~ expropriation illégale » de son permis au projet de nickel Ntaka Hill.

La compagnie minière britannique Indiana Resources a lancé une procédure d'arbitrage auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), une institution du Groupe de la Banque mondiale, afin de résoudre le différend qui l'oppose à l'Etat tanzanien. Elle réclame 95 millions \$ comme dédommagement minimum en réparation du préjudice causé par « l'expropriation illégale » de son permis d'exploration au projet de nickel Ntaka Hill. En effet, après avoir retiré la licence en janvier 2018 en raison d'une nouvelle réglementation minière, le gouvernement tanzanien aurait promis, apprend-on, le rétablissement des droits d'Indiana aux termes de discussions avec les représentants de la société. Les autorités ont ensuite changé d'avis, car un appel d'offres lancé le 20 décembre dernier impliquait l'octroi d'une nouvelle licence pour Ntaka Hill, sans préciser le remboursement par le futur propriétaire des frais déjà engagés par Indiana sur le projet.

« Nous avons travaillé au cours des six derniers mois pour nous préparer à déposer notre demande d'arbitrage auprès du CIRDI et à estimer la valeur de la demande d'indemnisation pour l'expropriation du projet [...]. Je tiens également à réaffirmer que les 95 millions de dollars constituent notre demande minimale et qu'il est clairement possible que ce montant augmente une fois que notre demande d'indemnisation complète aura été présentée », explique Bronwyn Barnes, président exécutif de la compagnie.

Une nouvelle loi minière à l'origine du conflit

La source de ce différend entre la compagnie et l'Etat remonte à 2017, quand le gouvernement a introduit une nouvelle législation minière supprimant la licence de rétention contenue dans le code minier de 2010, sans pour autant proposer d'autres alternatives. Cette licence est accordée à une compagnie minière pour lui permettre de différer ses travaux sur un permis d'exploration ou d'exploitation en raison de la conjoncture économique, de l'insuffisance de ressources financières ou de toute autre raison valable. Or, c'est en se fondant sur le manque d'activité sur le site et

l'expiration en 2018 du délai accordé à Indiana dans la licence de rétention que le permis lui a été retiré.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président John Magufuli en 2015, les tensions entre les compagnies minières et l'Etat se multiplient sur fond de volonté du nouvel homme fort du pays d'accroître la contribution des richesses du sous-sol à l'économie. Après le règlement à l'amiable en début d'année du différend avec Barrick, se dirige-t-on ici vers une décision judiciaire qui, cette fois, pourrait désavantager l'Etat ?

Tanzania electoral body suspends Tundu Lissu's presidential campaign

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/tanzania-elections-suspends-tundu-lissu-presidential-campaign-2455472>

Friday October 02 2020

By CHRISTOPHER KIDANKA More by this Author

Tanzanian main opposition presidential candidate Tundu Lissu has been suspended from election campaign activities for seven days after he was accused of making seditious statements during one of his rallies.

In a statement on Friday, the National Electoral Commission (NEC) said Mr Lissu will remain suspended effective October 3, 2020, for breaching the elections code of ethics.

NEC's Ethics Committee secretary Emmanuel Kawishe said the commission had received complaints from two political parties – the ruling Chama cha Mapinduzi (CCM) and the National Reconstruction Alliance (NRA) – regarding statements made by the Chadema candidate at a rally in northern Mara region.

Mr Lissu is alleged to have claimed that President John Magufuli had convened a meeting with elections returning officers, referred to as district executive directors (DEDs), in the capital Dodoma to plot on the elections. The DEDs are appointed by the president.

Mr Kawishe said the committee wrote Chadema informing Mr Lissu to file his defence but the party's secretary-general said the letter should have been addressed to the presidential candidate personally and not the party.

“The Ethics Committee is satisfied that notice for breach of code of ethics presented to the party is right according to Constitution of the United Republic of Tanzania (1977) because Mr Tundu Lissu has been sponsored by Chadema to run for president,” Mr Kawishe said.

Tanzanian electoral body reinstates 67 opposition candidates after appeals

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/tanzania-electoral-commission-reinstates-opposition-candidates-2454796>

Thursday October 01 2020

By THE CITIZEN
More by this Author

Tanzania's National Electoral Commission (NEC) has reinstated parliamentary candidates in three constituencies, revoking earlier decisions that Chama Cha Mapinduzi (CCM) aspirants had passed through without opposition.

A statement by NEC released on Wednesday shows that a total of 67 candidates have been reinstated while 39 others had their appeals dismissed. The nominations of 59 aspirants have been maintained.

A total of 165 appeals had been filed by aspirants to the electoral body after the process, the electoral commission says.

Following decisions made, CCM parliamentary aspirants Vita Kawawa (Namtumbo), Geoffrey Pinda (Kavuu) and Zedi Jumanne (Bukene), who were declared unopposed winners, will now have to face opposition candidates.

In Namtumbo Constituency, Mr Kawawa will face Ms Bonifasia Mapunda (ACT Wazalendo) and Ms Zanda Ngonyani (Chadema) while Chadema contestants Mr Stephen Hamis and Lumola Kahumbi have been reinstated for Kavuu and Bekene Constituencies respectively.

NEC also released a list of 39 aspirants whose appeals are unsuccessful with the number of aspirants in brackets as ACT-Wazalendo (13); Chadema (9); NCCR-Mageuzi (7); CUF (5); AAFP (01); Sau (01); DP (01); Ada-Tadea (01) and Chaumba (01).

RWANDA :

Rwanda: «L'éloge du sang», ouvrage polémique sur le rôle du FPR pendant le génocide
Publié le : 27/09/2020 - 10:28Modifié le : 27/09/2020 -
18:25<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200927-rwanda-l%C3%A9loge-sang-ouvrage-pol%C3%A9mique-le-r%C3%B4le-fpr-pendant-le-g%C3%A9nocide>

L'éloge du sang de la Canadienne Judi Rever est un livre d'enquête sur les crimes commis par l'armée patriotique rwandaise de Paul Kagame, rébellion devenue armée nationale au Rwanda. Publié depuis la mi-septembre aux éditions Max Milo, des organisations comme Ibuka, l'association de rescapés ou SOS racisme, ont qualifié l'ouvrage de négationniste dans une tribune publiée dans le journal Libération.

De passage en France pour la promotion de son ouvrage, la journaliste canadienne comme son éditeur français insistent sur la nécessité d'étudier les preuves présentées.

Pour Jean-Charles Gérard, le directeur de publication de Max Milo, le livre de Judi Rever est d'intérêt public. « Ce livre devait être édité par un éditeur de groupe, et pour des raisons politiques, il n'a pas pu l'être. Donc c'est important que des éditeurs indépendants comme moi, on puisse jouer ce rôle. Le travail de Judi est un travail d'investigation et il est important que cette voix qui a complètement été écartée puisse émerger », explique-t-il.

Être jugée sur base des preuves avancées

Dans la version française, des dizaines de pages issues des « enquêtes spéciales » du Tribunal pénal international pour le Rwanda ont été rajoutées en annexes, Judi Rever insiste pour être jugée sur la base des preuves avancées. « Il y a des chercheurs qui sont très sectaires, qui m'accusent d'être négationniste parce que j'ose dénoncer les crimes du FPR [Front patriotique rwandais]. Ils ne veulent pas examiner les preuves et les témoignages qui sont dans mon livre », se défend la journaliste.

Philippe Basabose est rescapé du génocide et professeur à l'Université Mémorial de Terre-Neuve. Il fait partie des premiers à avoir signé une lettre ouverte contre la sortie du livre de Judi Rever. Il dit être choqué par certaines des idées développées. « Je n'ai pas le texte sous les yeux, mais la citation en français, c'est ceci : "Aujourd'hui, de plus en plus d'éléments tendent à démontrer que les civils tutsis ont aussi trahi et tué leurs voisins autour. La dynamique mise en œuvre était d'ailleurs effroyablement similaire" », détaille-t-il. » Philippe Basabose assure ne pas être gêné par l'évocation des crimes du Front patriotique rwandais (FPR), mais par le fait de les comparer à un génocide de proximité.

L'une des thèses de Judi Rever est que le FPR s'était appuyé sur de nombreux complices parmi les civils tutsis (les Abakada) pour commettre des massacres contre des civils hutus, pendant et après le génocide.

'Hotel Rwanda' film hero Paul Rusesabagina loses bail appeal

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/hotel-rwanda-hero-paul-rusesabagina-loses-bail-appeal--2455512>

Friday October 02 2020 | By IVAN R. MUGISHA More by this Author

A Rwandan appellate court has upheld the decision to deny bail to genocide film 'Hotel Rwanda' hero, Paul Rusesabagina, agreeing that he could flee the country.

The Nyarugenge Intermediate Court in the capital Kigali said Mr Rusesabagina should be remanded on grounds that he is a flight risk.

The former hotelier, 67, will remain in detention for 30 days pending his trial on 13 charges related to terrorism, financing terrorism, kidnap, arson, and recruiting child soldiers.

“Rusesabagina claims to be a Belgian and not a Rwandan citizen, which is reason enough to believe that he is a flight risk,” Judge Adolphe Udahemuka said in a verdict reading that lasted about 30 minutes on Friday.

“His claim to get bail on the basis of needing medical attention is baseless since, by his own admission, he has access to all the medical attention he needs while in detention. The court, therefore, finds that all his reasons are baseless. He will remain in custody until his trial begins,” judge Udahemuka ruled.

He cannot appeal the decision since the court is the highest for appealing pre-trial detention.

Last week, Mr Rusesabagina admitted to being part of an opposition group that formed an armed rebel wing that claimed a spate of attacks in Rwanda which left civilians dead.

He, however, denied responsibility for the attacks Force de Liberation Nationale (FLN) conducted against Rwanda, noting that his personal work was to pursue diplomacy.

Family

After the ruling, his lawyer Emmeline Nyambo said she disagreed with it.

“We are certainly not happy with the ruling today but unfortunately we can't appeal against it. We will continue pushing for his release but now we [have to] prepare for the substantive phase of the trial,” she told journalists after the court session in Kigali on Friday.

On Thursday, his family and lawyers in the United States hosted a spirited press conference on social media platforms Facebook and Zoom where they appealed for the US, Belgium, and the European Union to intervene and put pressure on the government of Rwanda to release Mr Rusesabagina.

“We ask Belgium to protect its citizen and bring him home as quickly as possible,” said Rusesabagina’s adopted daughter Carine Kanimba.

The family has also continued to insist that the two lawyers representing him - Emmeline Nyambo and David Rugaza - are forced on him by the government, even when he has himself said that he chose them of his own free will.

The mystery continues to shroud his arrest after he was suddenly paraded before the media last month as a terror suspect. President Paul Kagame later hinted that he was tricked to fly to Rwanda.

He had not been in Rwanda for about two decades, mainly residing in Belgium as its citizen and the US as a resident.

He has been vocally critical of President Kagame, and in a video that circulated on YouTube in 2018, he pledged his support to the FLN rebel group.

Mr Rusesabagina shot to international fame when his heroic acts in saving over a thousand people during the 1994 genocide against the Tutsis were depicted in the Hollywood movie Hotel Rwanda.

RDC CONGO :

RDC : des experts égyptiens pour étudier la navigabilité du Fleuve Congo <https://www.digitalcongo.net/article/5f7477862977a9001750a08f/Kinshasa30-09-2020Economie>

Un projet d'étude pour la navigabilité du Fleuve Congo dans sa partie comprise entre Boma et Kinshasa a fait l'objet d'un entretien, mardi 29 septembre, entre une délégation de l'Autorité de l'ingénierie militaire des Forces armées égyptiennes avec le Premier ministre congolais.

Cette délégation a échangé, mardi 29 septembre 2020, avec le chef du gouvernement, Sylvestre Ilunga Ilunkamba. L'entretien a eu lieu en présence de l'ambassadeur d'Egypte en RDC, Hamdy Shaaban. Le chef de la délégation de l'Autorité de l'ingénierie militaire des Forces armées égyptiennes, le général Mahmoud Shain, a fait savoir au sortir de leur causerie, que « le projet phare qui a motivé notre déplacement est la réalisation d'études de faisabilité pour la navigabilité du Fleuve Congo de Boma jusqu'à Kinshasa ». Pour ce projet de grande envergure, il faut noter que 6 entreprises les accompagnent dans cette étude, dans le cas où elle se montre positive, lesdites sociétés vont sans doute participer à l'exécution du projet.

L'Egypte et la République démocratique du Congo s'attèlent à construire ensemble une nouvelle dynamique de Coopération et de Renforcement des liens d'investissement, a-t-il ajouté. Cette délégation comprenait également des responsables de deux entreprises égyptiennes déjà opérationnelles dans différents projets dans la capitale congolaise, notamment ARAB Contractor et Hassan Alian.

Il faut signaler que ladite délégation projette la descente sur le site afin de prospecter l'endroit où sera érigé ce grand projet pour le développement de la RD Congo. Pour sa part, l'ambassadeur de l'Egypte en RDC, Hamdy Shaaban a, par ailleurs, apprécié l'approche participative du Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, dans cette coopération Sud-Sud.

Gisèle Mbuyi

Affaire Minembwe : la démarche de Ruberwa « menace l'intégrité du pays » (député Mohindo) <https://www.digitalcongo.net/article/5f785b5d79d8f20017e13426/>

Kinshasa 03-10-2020 Politique - Après avoir officiellement mué le village de Minembwe en commune rurale, au Sud-Kivu, le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation est dans le viseur de l'Assemblée nationale. Le député Mohindo Nzangi, élu de Goma, annonce son interpellation sur ce dossier.

Après avoir officiellement mué le village de Minembwe, dans la province du Sud-Kivu, en commune rurale et y installé un bourgmestre, le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation et Réformes institutionnelles, Azarias Ruberwa Maniwa est au cœur des critiques. Le député national, Mohindo Nzangi a annoncé que le ministre d'Etat, Azarias Ruberwa qui séjourne dans la partie Est du pays sera interpellé à l'Assemblée nationale. Cela, afin de permettre à la représentation nationale de bien comprendre la question de Minembwe.

« Nous avons décidé d'interpeller le ministre Azarias Ruberwa Maniwa. Il est allé installer un bourgmestre d'une commune rurale à Minembwe dans la province du Sud-Kivu », a annoncé sur les ondes de Top Congo Fm, le député Muhindo Nzangi. Cet élu de Goma, au Nord-Kivu, constate qu'il y a plus de 270 communes qui doivent être installées dans tout le pays. Mais « nous ne comprenons pas pourquoi de manière particulière, il ne s'intéresse qu'à installer la commune rurale de Minembwe », s'est-il interrogé.

Pour Mohindo Nzangi, « la démarche du ministre Azarias Ruberwa est une intervention particulière qui menace, à notre avis, l'unité et l'intégrité du pays. » Ce député d'opposition rappelle, en effet, le passé de l'actuel ministre d'Etat à la Décentralisation. « Nous savons que (Azarias Ruberwa) a été

président du RCD (Rassemblement des Congolais pour la démocratie, mouvement rebelle pro-Rwandais né en 1998 avant de se muer, plus tard, en parti politique grâce à l'accord global et inclusif de 2003) et en tant que (tel), il avait créé le territoire de Minembwe, contesté (à l'époque) par la population locale (puis) supprimé », rappelle l'élus de Goma qui craint déjà cette tentative de balkanisation de la République démocratique du Congo.

Ce village occupé notamment par la communauté Tutsi est l'objet des tensions communautaires récurrentes. L'installation du tout premier bourgmestre de ce village mué en commune rurale a été faite en présence des plusieurs officiels. « Ce pays vit des velléités de balkanisation depuis très longtemps », déplore le député Mohindo. Et pour lui, le ministre Ruberwa doit s'expliquer sur le pourquoi de l'installation de la commune de Minembwe tambours battants.

Dido Nsapu / (DN/PKF)

Minembwe mué en commune : Fayulu appelle les Congolais à s'y opposer

<https://www.digitalcongo.net/article/5f787ee379d8f20017e13428/>

Kinshasa 03-10-2020 Politique - La question de Minembwe fait couler beaucoup d'encre et de salive. Après la réaction du député Mohindo Nzangi sur l'interpellation de Ruberwa à l'Assemblée nationale, l'opposant Martin Fayulu, lui, appelle carrément les Congolais à s'opposer à cette décision.

« Je demande aux Congolais de s'opposer à l'instauration de Minembwe en commune rurale », a déclaré Martin Fayulu, arrivé deuxième à la présidentielle du 30 décembre 2018. Le candidat malheureux de la coalition Lamuka considère que c'est une « initiative téméraire » qui est, selon lui, « une sérieuse menace à l'intégrité territoriale de la RDC ». Pour ce faire, il invite « le peuple congolais à la vigilance de manière à faire échec à ce plan de balkanisation du pays ».

La question de l'installation du bourgmestre de cette nouvelle commune rurale au Sud-Kivu fait polémique. Plusieurs Congolais y voient un plan de balkanisation de la RDC. Mais cette investiture a reçu un fort soutien des autorités congolaises. Le jour de l'installation de ce bourgmestre, Gaz Mukiza et son adjoint, le 28 septembre dernier, plusieurs officiels ont pris part à cette cérémonie. Notamment du ministre de la Défense, Aimé Ngoy Mukena, son collègue de la Décentralisation, Azarias Ruberwa, du chef d'État-major général de l'armée, le général Célestin Mbala ainsi que du gouverneur du Sud-Kivu, M. Théo Ngwabidje Kasi.

Dido Nsapu (DN/PKF)

UGANDA :

Uganda resumes commercial flights after seven-month

suspension http://www.china.org.cn/world/Off_the_Wire/2020-10/01/content_76771637.htm October 1, 2020

KAMPALA, Oct. 1 (Xinhua) -- Uganda on Thursday resumed scheduled commercial passenger flights after seven months of government suspensions over COVID-19 pandemic.

Vianney Luggya, communications officer of Uganda Civil Aviation Authority, told Xinhua by telephone that the phased flight operations at Entebbe International Airport, about 40 km south of the capital Kampala, resumed after the government eased COVID-19 restrictions on aviation. He said the first passenger flight to arrive at Entebbe airport was Turkish Airlines, which landed at 3:55 a.m. and departed at 4:50 a.m. local time.

"The flights have resumed today. We expect about 12 flights today. In this first phase, October to December, we are going to have an average of one flight per airline per day to reduce congestion," said Luggya.

The resumption of commercial flights came after President Yoweri Museveni last week directed the reopening of the international airport and land borders, which were closed when the pandemic broke out in the country in March.

"In these three months, our operations will be scaled down. Then for the next six months we will increase on the operations but still not entirely full," said Luggya.

"We shall continuously review the situation as it is on the ground. The flights will be increased depending on the reviews," he said.

Uganda's cabinet on Monday approved strict COVID-19 measures for airlines and passengers ahead of the reopening, directing airlines to ensure that all travelers provide a negative test result for COVID-19 72 hours before arrival in Uganda.

The outbound passengers are required to arrive at the airport at least four hours before the flight, with an authentic COVID-19 test certificate issued within 120 hours before travel, and comply with COVID-19 measures, including hand sanitizing, wearing face masks and maintaining a social distance of 1.5 meters in the terminals. Enditem

KENYA :

Kenya: Vinci finalise le contrat de 1,3 milliard € pour l'exploitation sur 30 ans de l'autoroute Nairobi – Mau Romuald Ngueyap

<https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0110-80843-kenya-vinci-finalise-le-contrat-de-1-3-milliard-pour-l-exploitation-sur-30-ans-de-l-autoroute-nairobi-mau>01 octobre 2020 12:52

(Agence Ecofin) - Au Kenya, les travaux de l'autoroute Nairobi – Mau (175 km) vont débiter. L'accord d'exécution a été signé mercredi à Paris. Une coentreprise avec Vinci et Meridiam assure la construction et l'exploration dans le cadre d'une concession de 30 ans pour un investissement initial de €1,3 milliard.

Le développement du projet d'autoroute Nairobi – Nakuru – Mau Summit se concrétise. Le 30 septembre à Paris, la République du Kenya – par l'intermédiaire de son unité de partenariat public-privé et de l'Autorité nationale des autoroutes du Kenya (KeNHA) – a signé un accord d'exécution avec la société Rift Valley Highway, une joint-venture entre VINCI Highways (mandataire), VINCI Concessions, et Meridiam SAS. C'était en présence des présidents français et kenyan, Emmanuel Macron et Uhuru Kenyatta.

Selon les termes de l'accord, celui-ci entrera en vigueur après la conduite d'une évaluation d'impact environnemental et social, conformément aux normes les plus élevées de la Banque mondiale.

Le closing financier du projet devrait intervenir d'ici fin 2021.

D'un montant d'environ 1,3 milliard d'euros, le projet consiste à transformer la route principale existante en une autoroute à 2x2 voies, sur 175 kilomètres. Dans le cadre d'un PPP, Rift Valley Highway assurera la conception, le financement, les travaux d'élargissement et de rénovation, l'exploitation et la maintenance de la nouvelle autoroute pendant 30 ans.

Les travaux de construction, d'une durée de 42 mois, seront réalisés par un groupement d'entreprises composé de filiales de Vinci Construction : Sogea-Satom, présente de longue date au Kenya, et Vinci Construction Terrassement, spécialisée dans les grands projets d'infrastructures. Parallèlement, Vinci Highways, filiale de Vinci Concessions, mettra son expérience technique et opérationnelle au service de nouveaux modèles de gestion du trafic, déploiera des équipements et des plans de maintenance de pointe, et offrira des programmes de formation aux collaborateurs locaux. Il s'agit du premier PPP remporté par Vinci Concessions en Afrique.

Rappelons que l'autoroute Nairobi – Nakuru – Mau Summit est un axe routier très important au Kenya, car il est emprunté par les camions remplis de marchandises importées via le port de Mombasa et destinées aux pays sans littoral comme l'Ouganda, le Soudan du Sud, le Rwanda, le Burundi et la partie orientale de la République démocratique du Congo.

Kenya and France sign three bilateral deals to boost economic ties

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenya-and-france-sign-three-bilateral-deals-to-boost-economic-ties-2453750>

Thursday October 01 2020 By ALLAN OLINGO More by this Author

Kenya's President Uhuru Kenyatta kicked off his official visit to France on Wednesday evening at Elysee Palace where he was received by his French counterpart Emmanuel Macron. Elysee Palace is the French president's official residence.

Mr Kenyatta inspected a guard of honour mounted by the French military at the start of an elaborate State reception ceremony.

Together with his host, they witnessed the signing of three bilateral agreements before leading their delegations to a State banquet hosted in honour of the visiting Kenyan leader.

Later, the two leaders held private talks.

Among the agreements reached is a public private partnership (PPP) for the construction of the Nairobi-Nakuru-Mau Summit highway signed between KeNHA and Vinci Concessions. The highway is one of the largest PPP projects in Eastern Africa.

Others were agreements for the development of the Nairobi central business district (CBD) to Jomo Kenyatta International Airport (JKIA) commuter railway line and the 400kV Menengai-Rongai electricity transmission line.

SOUTH SUDAN :

Soudan du Sud : le pays lance un système de visa électronique pour notamment répondre aux exigences actuelles en matière de santé.https://www.tourmag.com/Soudan-du-Sud-le-pays-lance-un-systeme-de-visa-electronique_a105468.htmlRédigé par Action-Visas le Mercredi 30 Septembre 2020

Afin de simplifier les formalités, notamment d'entrée dans le pays, et de réduire les contacts, le Soudan du Sud introduit des services administratifs en ligne dont un e-Visa.

Les autorités sud-soudanaises ont annoncé la récente création de services en ligne afin de simplifier les démarches administratives, de trouver un équilibre entre les objectifs économiques nationaux et les exigences actuelles en matière de santé, en pleine pandémie de Covid-19 qui change la façon dont les gouvernements fonctionnent, et de lutter efficacement contre la corruption en améliorant la transparence du gouvernement et le rendre ainsi plus en phase avec son temps grâce à une e-

gouvernance.

Parmi ces services adaptés à cette nouvelle normalité, le pays propose dorénavant l'obtention de son visa d'entrée par voie électronique avec un e-Visa, dans le but d'attirer plus de touristes et investisseurs étrangers.

Accessible depuis le site gouvernemental: evisa.gov.ss, ce nouveau visa électronique est proposé aux voyageurs du monde entier (à l'exception des citoyens égyptiens et tanzaniens exemptés de procédures visas) qui peuvent solliciter en ligne un visa de Tourisme, d'Affaires, de Travail ou encore Médical.

Après avoir renseigné ses informations personnelles (passeport, domicile, famille, profession,...) et celle concernant le séjour (dates, point d'entrée, contact local,...), il sera nécessaire d'insérer une copie de son passeport, de sa photo d'identité, de la page fièvre jaune du carnet international de vaccination ainsi qu'une copie d'un récent résultat négatif de test Covid-19.

Une fois le passage en caisse (en ligne) effectué, dont les frais s'élèvent à 100 USD pour une-Visa à entrée unique; 200 USD pour une-Visa à entrées multiples valable 3 mois ou 350 USD pour un e-Visa à entrées multiples valable 6 mois, les autorités sud-soudanaises annoncent un délai maximal de délivrance de 72h.

Approuvé, le visa électronique permet une arrivée soit: par voie aérienne depuis l'aéroport international de Djouba, la capitale du pays; par voie fluviale; par voie terrestre depuis les postes frontaliers de Nimule, Nadapal, Kaya, Renk et Majok-Nyin-Thiou.

Un certain nombre de transporteurs ont repris leurs liaisons commerciales à destination et en provenance de Djouba, notamment Ethiopian Airlines, Kenyan Airways et Fly Dubai. Action-Visas vous conseille de vérifier les modalités de voyages auprès des compagnies aériennes et de consulter les pages [Conseils aux Voyageurs du MEAE français](#).

SUDAN :

Islamic authority in Sudan voices opposition to Sudan's normalization with Israel <https://africa.cgtv.com/2020/10/01/islamic-authority-in-sudan-voices-opposition-to-sudans-normalization-with-israel/> By XINHUA

The Islamic governmental authority in Sudan on Wednesday announced its opposition to Sudan's normalization with Israel in all fields.

This Fatwa, a legal opinion based on the Islamic law, was announced by Islamic Fiqh Complex on its Facebook page as Washington has been exercising pressures on Khartoum to join the United Arab Emirates (UAE) and Bahrain in achieving normalization with Israel.

On Sept. 20, U.S. and Sudanese officials met in the UAE over a possible normalization agreement between Israel and Sudan.

According to media reports after the meeting, Sudan's agreement to normalize with Israel depends on whether Washington would meet its demands for economic assistance and remove it from the list of states sponsoring terrorism.

Since the ouster of former Sudanese President Omar al-Bashir in April 2019, rapprochement between Khartoum and Washington has speeded up despite the outstanding issues.

The United States started imposing economic sanctions on Sudan in 1997 and has been listing it as one of the countries sponsoring terrorism since 1993.

In 2017, Washington decided to lift its economic sanctions on Sudan but kept it on the terror sponsors list.

ETHIOPIA :

Ethiopia lost a patriot of this age ; Mesfin Woldemariam died at 90

<https://borkena.com/2020/09/30/mesfin-woldemariam-died-at-the-aged-of-90-ethiopia-lost-a-great-man/September 30, 2020>

Professor Mesfin Woldemariam, a human rights activist, a political analyst, and critique, a great intellectual and an Ethiopian patriot, passed away on Tuesday in the capital Addis Ababa. Born in the capital Addis Ababa on April 23, 1930, he has served for a long time as a geography professor at Addis Ababa University. He studied in India and in the United States in the 1950s and '60s.

After he retired from his teaching position, he spent much of his time struggling against human rights violations in Ethiopia under the Tigray People's Liberation Front (TPLF) dominated government.

Bold, furious, unapologetic on matters he believes in, he had been arrested at least twice during the TPLF administration.

He was a staunch critic of ethnic politics in Ethiopia and championed for politics of citizenship that gives primacy for the respect of the human right, equality, and the rule of law.

In 2005, he played a crucial role in the formation of the "Coalition for Unity and Democracy" (CUD) which was formed to challenge the TPLF led government which was a success story in terms of defeating the then ruling party in the ballot box. The late Meles Zenawi led the government that tried to stay in power and send professor Mesfin Woldemariam and other CUD leaders to jail where they stayed for nearly two years.

He has published dozens of books; some purely academic, some are philosophical reflections, and some are reflections on Ethiopian politics. In the past ten years alone, he published several books in Amharic on Ethiopian politics including "Mekshef ende Ethiopia" which narrates about Ethiopia.

When blogging became the order of the day to express political criticism, Mesfin Woldemariam was on the forefront. He had been sharing his insightful social and political criticism until his final weeks. He shared his final status update on social media on September 17, 2020.

Then news emerged about ten or so days ago that he contracted Coronavirus disease. He died at the age of 90. The funeral arrangement is undisclosed at this writing.

At a time when everything Ethiopian was ridiculed in post-1990 Ethiopia, he was a voice for Ethiopia and a symbol of an old Ethiopian value – invincible.

Ethiopia readies to launch second satellite, plans for 10 more by 2035

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/rest-of-africa/ethiopia-readies-to-launch-second-satellite-plans-for-10-more-by-2035-2452958>

Wednesday September 30 2020 By TESFA-ALEM TEKLE More by this Author

Ethiopia is in the final stages of launching its second remote-sensing satellite into space, with the help of China, as the country seeks to advance its space science development.

In an exclusive interview with The EastAfrican, the Director-General of the Ethiopian Space Science and Technology Institute (ESSTI), Dr Solomon Belay, said that the country's second satellite will be launched on December 20, 2020, from China's Taiyuan Spacecraft Launch Site.

Named ET-SMART-RSS, the second earth observation nano-satellite was designed by Ethiopian engineers in collaboration with China's Smart Satellite Technology Corporation under an initiative co-funded by both Ethiopia and China.

The satellite, according to Dr Solomon, has improved resolution features that would enable it to capture and send high-quality images to its command centre in Addis Ababa.

“The major mission of the second satellite is on flood and disaster prediction,” he said, adding that “agriculture and environment are also its secondary missions.”

Further, the satellite is expected to collect data in areas in Ethiopia not covered by the first one.

“The first satellite couldn’t cover all territories of Ethiopia but the second satellite will fill these gaps,” Dr Solomon said.

More launch plans

The first satellite, named ETRSS-1, was launched on December 20, 2019. It is used for weather forecast, environment, and crop monitoring.

According to the officials, the data collected from space is in high demand and is being used in universities and research centres.

Ethiopia is among several African countries that have built and launched satellites to advance economic development and scientific innovation in line with the African Union policy on space development adopted in 2017.

The AU’s African space policy seeks the adoption of a framework to use satellite communication for economic progress and natural resource management on the continent.

Countries that have rolled out space programmes include South Africa, Egypt, Nigeria, Ghana, Algeria, Morocco, and Kenya.

“During the last six months, we have delivered real satellite images to a number of sectors among others to the agriculture sector, to universities and to research centres,” Dr Solomon said.

“We are also exchanging our satellite data with many other countries especially in Asia.”

Ethiopia plans to launch more satellites into space, including a communication satellite next year.

“The demand for satellite data is still very high and to meet the high national demands, we will launch more satellites,” the Ethiopian Space Science and Technology Institute director-general said.

“In the next 10 years, we will launch seven satellites including a communication satellite next year. We are planning to launch 10 more satellites in the next 15 years.”

Assembly hub

Ethiopia also plans to set up a satellite assembly and manufacturing plant in the country that would also serve the region.

“Once Ethiopia’s satellite assembling and manufacturing centre is completed, East African countries won’t have to send their satellites to Japan, China or Europe. They can come to Ethiopia and test and assemble their satellites here,” Dr Solomon said.

“That would further pave the way for regional collaboration and integration,” he added.

With its Entoto Observatory and Research Centre, the only of its kind in Eastern Africa, Ethiopia has been collaborating with astronomers from around the world as well as training students from the region.

The Entoto observatory centre has two one-metre telescopes and a spectrograph to measure wavelengths of electromagnetic radiation.

It is from this site that Ethiopian officials gathered last year to watch a live broadcast of the first satellite’s launch from a space station in China.

“We have good collaboration with our neighbors including Kenya, Sudan, Rwanda and other African countries and further with Asian and European countries,” Dr Solomon said.

“Our collaboration with Kenya starts from the exchange of training and expertise, and supervising students for the examination of PhDs,” said the professor of astrophysics, adding that the Office of Astronomy for Development office in Ethiopia hosted by ESSTI “encourages collaborations with universities, and research training programmes on space astronomy.”

Data sharing

ESSTI has also made data collected from the Ethiopian satellites accessible.

“We have developed the platform and any country or research teams can request us for satellite data online. African countries can be beneficiaries of this system,” he said.

ESSTI has previously trained students from Kenya, Rwanda, Uganda, Sudan, and Tanzania.

While calling on governments in Africa to invest in space science, Dr Solomon said the exploration of space is not a luxury, but one that will make a difference in development, industry, technology, competency, job and wealth creation.

“I urge all African governments, non-governmental organisations, and the private sector to get involved in the space industry and activities.”

He also stressed on more international collaboration and commitment to support Africa gain expertise in space science technology in order for the countries to explore their own resources.

SOMALIE :

Les Etats-Unis et la Somalie signent un accord d’allègement de la dette dans le cadre de l’initiative PPTE <https://www.agenceecofin.com/actualites/3009-80835-les-etats-unis-et-la-somalie-signent-un-accord-dallegement-de-la-dette-dans-le-cadre-de-linitiative-ppte> 30 septembre 2020 21:21 (Agence Ecofin) - La Somalie va bénéficier de mesures d’allègement de sa dette envers trois agences gouvernementales américaines dans le cadre de l’initiative PPTE. Cette décision fait suite à l’annonce faite par les créanciers du Club de Paris d’accorder une réduction de 67% de la dette du pays.

L'ambassadeur américain près la Somalie, Donald Yamamoto (photo), et le ministre somalien des Finances, Abdirahman Dualeh Beileh ont signé le 27 septembre à Mogadiscio un accord bilatéral pour réduire et restructurer la dette du gouvernement fédéral de Somalie envers trois agences gouvernementales américaines.

La signature de cet accord entre dans le cadre des efforts d'allègement de la dette de la Somalie au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

En mars 2020, suite à la mise en œuvre d'une série d'importantes réformes économiques, la Somalie a atteint le « point de décision » de l'Initiative PPTE ouvrant la voie à un début d'allègement de sa dette extérieure par les créanciers officiels multilatéraux et bilatéraux.

Dans ce sens, le Club de Paris qui regroupe plusieurs créanciers bilatéraux dont les principaux sont les États-Unis, la Russie, l'Italie et la France a annoncé début avril 2020 que la Somalie bénéficiera d'un allègement à hauteur de 67% de sa dette envers ses pays membres; ce qui équivaut à environ 1,4 milliard \$.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la dette publique extérieure de la Somalie sera réduite passant de 5,2 milliards \$ à fin 2018 à 557 millions \$ en valeur actualisée nette, une fois qu'elle aura atteint le « point d'achèvement » de l'Initiative PPTE dans environ trois ans.

D'après l'ambassadeur américain, Donald Yamamoto, lorsque le pays atteindra la dernière étape de l'initiative PPTE, à savoir le « point d'achèvement », les États-Unis vont annuler plus d'un milliard \$ de dette.

Borgia Kobri

**** L'AFRIQUE DU SUD ****

MADAGASCAR :

Madagascar : 150 touristes attendus à Nosy Be
Fabrice Floch • Publié le 1 octobre 2020 à 11h51, mis à jour le 1 octobre 2020 à 11h52 <https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-150-touristes-attendus-a-nosy-be-876624.html>

Les vols commerciaux reprennent à Madagascar. Le nombre d'aéroports ouverts, comme celui des compagnies autorisées à se poser sont limités. Le dépistage des voyageurs est systématique et les restrictions nombreuses. C'est dans ce contexte que 150 touristes sont attendus ce 1er octobre à Nosy-Be.

La pandémie de covid-19 s'invite dans toutes les réflexions et impacte toutes les décisions. Elle est à l'origine de nombreuses tensions entre les états. Les enjeux économiques sont devenus vitaux pour les sociétés privées, mais également pour les entreprises publiques.

C'est dans ce contexte qu'Ethiopian-Airlines achemine à Nosy Be, 150 passagers, ce jeudi 1er octobre 2020.

L'avion est attendu à 14h30.

Comme tous les pays, Madagascar impose des contraintes aux compagnies et à leurs passagers. Ainsi, les autorités malgaches exigent des aviateurs de : "Ne pas transporter de résidents qui viendraient rendre visite à leurs familles", écrit Madagascar-Tribune. En clair, la compagnie transporte uniquement des touristes et vend seulement des billets aller-retours. Des obligations qui ont donné lieu à de nombreux échanges entre le ministère des Transports et la direction d'Ethiopian-Airlines.

Une cérémonie pour marquer la reprise du tourisme

Malgré cette restriction, 25 des voyageurs qui vont débarquer ce jeudi à Nosy Be sont des résidents qui possèdent des structures touristiques. Ils ont fait le déplacement pour relancer les investissements et préparer la reprise touristique.

Le ministre des Transports, Joël Randriamandranto, a conscience des difficultés qu'engendre ce contrôle des avions, mais il a exprimé les raisons de ces mesures à 2424.mg: "Nous n'avons pas droit à l'erreur".

Afin de matérialiser l'importance de cette journée et, donc, de l'arrivée de cet avion, le responsable gouvernemental est à Nosy Be pour accueillir les premiers passagers. Une cérémonie va être organisée afin de fêter la fin de six mois de confinement international.

Notons, que dans les dernières 24 heures, le Centre de lutte national contre la covid-19 à Madagascar a enregistré un décès et 31 tests positifs.

SOUTH AFRICA :

SOUTH AFRICA REOPENS INTERNATIONAL TRAVEL: HERE'S WHAT YOU NEED TO KNOW <https://www.thesouthafrican.com/news/south-africa-news-today-thursday-1-october-2020/2020/10/01>

South Africa has reached in new, welcomed milestone in its fight against the coronavirus, with Transport Minister Fikile Mbalula, Home Affairs Minister Aaron Motsoaledi and International Relations Minister Naledi Pandor detailing rules for international travel. For the first time in more

than six months, South Africa's borders will open to visitors after weathering the worst of the COVID-19 storm.

Addressing the media on Wednesday afternoon, ministers associated with the National Coronavirus Command Council (NCCC) detailed stringent regulations pertaining to international travel in line with government's risk-based approach. Travel to and from low and medium risk countries — whose infection rates match or are lower than South Africa's own — will be permitted. Only three airports — OR Tambo, Cape Town International and King Shaka — will service international travel and passengers will need to present a negative PCR COVID-19 test.

Additionally, travellers will need to provide the address of their stay on arrival and hold travel insurance which provides some protection against risks associated with contracting COVID-19.

Minister revealed that 57 countries had been listed as high-risk and, as such, travel to or from those regions would only be applicable for high-skilled visa holders. You can view the full list of prohibited countries, [here](#).

BOTSWANA :

Le mystère de la mort de centaines d'éléphants au Botswana en partie résolu

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/09/28/le-mystere-de-la-mort-de-centaines-d-elephants-au-botswana-en-partie-resolu_6053955_3244.html

Par [Clémentine Thiberge](#) Publié le 28 septembre 2020 à 19h23

Plus de 300 carcasses d'éléphants ont été retrouvées dans le delta de l'Okavango au mois de juin. Cette hécatombe serait due à une bactérie présente dans les points d'eau, dont le développement est favorisé par le réchauffement climatique.

Depuis le mois de mai, les éléphants d'Afrique qui vivent au Botswana meurent les uns après les autres. Au total 356 carcasses de pachydermes ont été retrouvées en l'espace de quelques semaines dans la région du delta de l'Okavango, sans qu'aucune explication ne puisse être trouvée. Mais après plus de trois mois d'enquête, les autorités du pays pensent avoir enfin résolu le mystère, selon une annonce faite lundi 21 septembre. Des bactéries proliférant dans les points d'eau seraient ainsi responsables de cette hécatombe.

« Ça a été un jeu d'élimination où nous avons commencé à tester les causes les plus courantes, puis nous sommes passés aux moins courantes. Nous avons dû ensuite vérifier et corroborer ces résultats à partir de différents tests de laboratoire », déclare Cyril Taolo, le directeur des parcs nationaux et de la faune du Botswana, dans un communiqué. Le braconnage a rapidement été éliminé des causes probables de la mort des animaux car les défenses sont restées présentes sur les éléphants. « La cause anthropique [humaine] a elle aussi été écartée car les populations locales ont plutôt accès à des poisons classiques, du type cyanure, anthrax, etc. », explique Hervé Fritz, chercheur au CNRS et directeur du laboratoire international de recherche Rehabs à Port-Elizabeth (Afrique du Sud). Ces poisons ont en outre comme effet secondaire d'empoisonner les charognards, tels que les vautours. Or, au Botswana, aucun dommage collatéral n'a été constaté. Les autorités ont donc envoyé des échantillons à tester dans plusieurs pays : Etats-Unis, Afrique du Sud, Zimbabwe, pour résoudre le mystère.

ZIMBABWE :

Le Zimbabwe va mettre sur pied une usine de montage de bus avec l'aide de la Biélorussie

01 octobre 2020 18:57

<https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0110-80871-le-zimbabwe-va-mettre-sur-pied-une-usine-de-montage-de-bus-avec-l-aide-de-la-bielorussie>

(Agence Ecofin) - Le Zimbabwe va bientôt assembler ses propres bus à la faveur d'un accord de coopération avec la Biélorussie. Les installations du constructeur local AVMAfrica ont été choisies pour abriter l'usine de montage. Il est prévu un transfert de technologie et l'exportation des bus vers les marchés régionaux.

Le Zimbabwe, dans le cadre d'une coopération en coentreprise avec la Biélorussie, va bientôt mettre en place une usine d'assemblage de véhicules pour la production d'autobus adaptés au marché local et régional. L'annonce a été faite, le 30 septembre à Harare, par le ministre biélorusse de l'Industrie, Piotr Parkhomchik. C'était à l'issue de son tête-à-tête avec le ministre zimbabwéen des Affaires étrangères et du Commerce international, Sibusiso Moyo.

Ce nouveau développement est une étape supplémentaire vers la concrétisation de l'accord signé entre le président zimbabwéen Mnangagwa et son homologue biélorusse Alexander Lukashenko, en janvier 2019, lors de la visite officielle de la délégation du Zimbabwe en Biélorussie. Un accord qui annonçait la livraison de 500 bus par le pays de l'Europe de l'Est, pour aider à moderniser le système de transport public au Zimbabwe.

A ce jour, le gouvernement zimbabwéen a mis en place un groupe de travail chargé de superviser la mise en œuvre du projet. Une feuille de route a été établie. Les spécifications techniques des bus à produire localement ont déjà été signées et approuvées.

La partie industrielle est assurée par Minsk Automobile Plant JSC (MAZ), un constructeur automobile biélorusse qui jouit de 75 ans d'expérience dans la production des bus et camions, tandis que les installations du constructeur local AVMAfrica ont été choisies, après certification, pour abriter l'usine de montage. La partie biélorusse a par ailleurs confirmé qu'elle était prête à transférer gratuitement la technologie et le savoir-faire.

Les premiers bus seront affectés à la compagnie publique de transport, Zimbabwe United Passenger Company (Zupco). Une fois la demande locale satisfaite, le Zimbabwe entend exporter ses bus vers les pays de l'Afrique australe et de l'Est.

Romuald Nguéyap

ZAMBIA :

Victime de la pandémie, la Zambie est en quasi-faillite

<https://www.letemps.ch/economie/victime-pandemie-zambie-quasifaillite> Publié mercredi 30 septembre 2020 à 07:48

Ram Etwareea

La chute des prix du cuivre, la dévaluation du kwacha et la paralysie de l'économie pendant trois mois de confinement ont vidé les caisses publiques de ce pays d'Afrique australe. Les autorités demandent de différer le paiement des intérêts de la dette. D'autres pays dépendant des matières premières pourraient suivre son exemple.

La Zambie, pays d'Afrique australe et deuxième exportateur mondial de cuivre, s'est mise en situation de quasi-faillite. Le gouvernement a entamé mardi des consultations avec ses créanciers privés, leur demandant de pouvoir différer le paiement des intérêts de six mois. Le pays doit déboursier 120 millions de dollars en octobre sur des obligations à hauteur de 3 milliards de dollars, émises en 2012, 2014 et 2015. C'était la période où les économies africaines étaient en pleine

croissance et pleines de promesses, ce qui avait aiguisé l'appétit de bailleurs de fonds internationaux.

Les autorités zambiennes affirment que la pandémie a non seulement diminué les recettes gouvernementales, mais aussi augmenté les dépenses publiques, notamment en matière de santé publique. Le pays de 17,3 millions d'habitants connaît plus de 15 000 infections. Par ailleurs, selon Kimo Tsowou, économiste à la Cnuced, le kwacha, monnaie nationale, a subi une forte dévaluation, rendant encore plus difficile le remboursement de la dette en devises. Mardi, il fallait 19,9 kwachas pour 1 dollar, contre 13 il y a une année. L'économiste fait encore ressortir que la baisse de la demande mondiale de cuivre, le premier produit d'exportation du pays, a fait dégringoler son prix. Et donc les rentrées dans les caisses de l'Etat.

Entreprises suisses, grandes gagnantes en Zambie

«La situation économique zambienne était critique bien avant le Covid-19, affirme Rita Kesselring, chercheuse à l'Université de Bâle et co-auteur d'une étude intitulée «Swiss extractivism: Switzerland's role in Zambia's copper sector», publiée l'an dernier. Le pays ne profite pas vraiment de ses ressources naturelles. Les entreprises étrangères, notamment suisses (Glencore, Trafigura, Quantum Minerals ou encore Metal Corp), qui sont actives dans toute la chaîne de valeur – allant de l'extraction au transport en passant par la certification et le financement des activités minières – en sont les plus grandes bénéficiaires.» Pour la chercheuse, le Covid-19 n'a fait qu'exacerber une situation de crise économique qui frappe la population zambienne depuis plusieurs années. Il faut au moins deux tiers de créanciers qui acceptent la demande de rééchelonnement de dette pour valider le plan gouvernemental. En attendant, les obligations sont échangées à près de la moitié de leur valeur. Le coup de grâce a été donné déjà en avril dernier lorsque l'agence de notation Fitch Ratings avait dégradé les obligations zambiennes de C à CC, ce qui signifie qu'elles sont hautement vulnérables et proches d'une situation de défaut.

Tchad, Congo, Angola

Où trouver l'argent? Pour sortir de l'ornière, le gouvernement zambien a frappé à la porte du Fonds monétaire international (FMI), le prêteur de dernier recours. Dans le contexte du Covid-19, celui-ci a accordé des prêts en cascade de 88,6 milliards de dollars à 81 pays, les encourageant à engager des dépenses tant pour faire face à la pandémie que pour aider les populations à traverser cette mauvaise passe. Toutefois, en ce qui concerne la Zambie, aucun accord n'est intervenu à ce jour. Le gouvernement ne serait pas prêt à adopter des mesures d'austérité demandées par le FMI à la veille des législatives prévues l'approchain.

La Zambie est également endettée vis-à-vis d'autres Etats. La Chine serait ainsi son plus grand créancier, avec des prêts de 3 milliards de dollars sur une dette totale de 11 milliards. La manne chinoise a été consacrée principalement à des travaux d'infrastructure. Dès le mois de juillet, le chef de l'Etat zambien, Edgar Lungu, a demandé un allègement et une annulation des créances à son homologue chinois, Xi Jinping. En effet, Pékin soutient l'initiative du G20 qui a appelé le Club de Paris à accorder un moratoire sur le paiement des intérêts de la dette de mai à décembre 2020.

Pour Kimo Tsowou de la Cnuced, la Zambie n'est pas le seul pays africain fragilisé par le Covid-19. «D'autres pays – Tchad, Congo, Angola – sont dans le même bateau, met-il en garde. Ils dépendent des exportations de matières premières et se trouvent sans revenus.» Idem pour les pays qui comptent sur le tourisme, un secteur également paralysé par la pandémie. Début juillet, l'Union africaine estimait à 55 milliards de dollars les pertes des compagnies aériennes et du tourisme en Afrique, en raison de la pandémie.

Malgré l'arbitrage de la SADC, les militaires zambiens sont toujours en RDC

<https://www.digitalcongo.net/article/5f78832279d8f20017e1342b/>

Kinshasa 03-10-2020 Politique - En dépit de l'arbitrage de la SADC en faveur de la RD Congo, des militaires zambiens n'ont toujours pas quitté intégralement la République démocratique du Congo. C'est ce que révèle le Vice-président de l'Assemblée provinciale du Tanganyika, Alvard Luvuli Kutuli.

Alors qu'on le croyait partis des localités de Moliro ou Kalubamba, d'après des sources officielles à Kinshasa, des militaires zambiens n'ont jamais franchi la frontière congolaise pour regagner la Zambie. C'est le constat fait par plusieurs responsables de la province du Tanganyika, notamment le vice-président de l'Assemblée provinciale.

"D'après le constat fait par le ministre de la Défense qui était descendu sur place, les Zambiens sont toujours là. », a déclaré Alvard Luvuli Kuluta chez nos confrères de 7SUR7.CD. Ce responsable adjoint de l'organe délibérant du Tanganyika confirme que ces éléments de l'armée zambienne qui occupe les territoires congolais depuis mai 2020 ne sont pas rentrés chez eux. « Ils n'ont pas franchi la frontière. », a-t-il assuré. Avant de confirmer qu'ils se disputent avec les Congolais certaines localités. « La confusion règne", constate-t-il.

Un autre élu, membre de la délégation conduite par le ministre de la Défense, Aimé Ngoyi Mukena, fait le même constat. "On a été là-bas avec le ministre de la défense et certains officiers haut gradés de l'armée. Le constat est tel que la population commence à rentrer à Kalubamba. Mais à son arrivée, elle constate que tout a été pillé, des maisons incendiées. Les Zambiens sont toujours sur le sol congolais. Ils ont juste avancé de 3 kilomètres et installé leur quartier général à 7 kilomètres de la frontière", a confirmé le député Manda Kasanbala. Estimant que le Caucus des députés nationaux du Tanganyika va rencontrer dans les tout prochains jours le président de la République, Félix Tshisekedi, pour savoir ce qu'il pense de la situation.

Occupées depuis fin avril 2020, la cité de Moliro ou encore la localité de Kalubamba connaissent toujours la présence des militaires zambiens. Les autorités zambiennes estiment que ces territoires leur appartiennent. La RDC, de son côté, avait privilégié un règlement pacifique de ce litige en sollicitant l'arbitrage de la SADC. L'organisation sous-régionale avait donné raison à la République du Congo en accordant un ultimatum de 7 jours à la Zambie de retirer ses militaires de la RDC. La Zambie avait sollicité un délai supplémentaire de 7 jours. Mais jusqu'à ce jour, ces éléments armés n'ont toujours pas quitté totalement l'espace congolais.

Dido Nsapu (DN/PKF)

MALAWI :

Le Zimbabwe félicite le Malawi pour sa présidentielle sans observateur étranger

01 octobre 2020-AFP

<https://www.voafrique.com/a/le-zimbabwe-f%C3%A9licite-le-malawi-pour-sa-pr%C3%A9sidentielle-sans-observateur-%C3%A9tranger/5604599.html>

Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a félicité le Malawi pour avoir organisé une élection présidentielle fin juin, sans observateur étranger, remettant en question la nécessité de leur présence lors des futurs scrutins en Afrique australe.

Des observateurs étrangers sont généralement déployés lors des grandes élections dans la région pour assurer la régularité des scrutins.

Mais le Malawi a organisé le 23 juin un vote, sans supervision étrangère, pour désigner son nouveau président, après que la réélection du président sortant Peter Mutharika a été annulée par la justice pour irrégularités.

Les observateurs étrangers n'ont pas pu être présents en raison des restrictions de voyage imposées dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

"Voici un pays qui a tenu (...) des élections sans que les Nations Unies, la SADC (Communauté de développement des pays d'Afrique australe), ni quasiment aucune de toutes ces organisations de la société civile observent le scrutin, il y a eu une élection réussie, pacifique, menée par le Malawi seul", a déclaré Emmerson Mnangagwa mercredi soir.

Il s'exprimait lors d'un banquet organisé en l'honneur du nouveau président malawite Lazarus Chakwera, qui effectuait sa première visite officielle chez son voisin zimbabwéen.

"Cela nous amène à nous demander s'il est encore nécessaire à l'avenir pour les pays de la SADC d'aller chercher des superviseurs de l'autre côté de l'Océan", a ajouté M.Mnangagwa.

Le président malawite est arrivé mardi au Zimbabwe et doit conclure sa visite jeudi.

Le Malawi est le deuxième pays d'Afrique subsaharienne à avoir annulé une élection présidentielle, après le Kenya en 2017.

NAMIBIE :

Namibie : une activité économique "exceptionnellement faible" au 2e trimestre, COVID-19 oblige (banque centrale)

French.xinhuanet.com|Publié le 2020-10-01 à 20:53http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-10/01/c_139412642.htm

WINDHOEK, 1er octobre (Xinhua) -- L'activité économique de la Namibie s'est montrée "exceptionnellement faible" au deuxième trimestre 2020 par rapport au même trimestre l'an passé, a annoncé jeudi la banque centrale du pays.

Dans son bulletin trimestriel de septembre, la Banque de Namibie (BoN) note que ce ralentissement se reflète en particulier dans le tourisme, les transports, le secteur manufacturier, le commerce (gros et détail), le BTP et les mines. Un phénomène qui s'explique "principalement" par les conséquences de la pandémie mondiale de nouveau coronavirus.

"La très faible activité s'est traduite par l'effondrement des arrivées de passagers dans le secteur du tourisme et par la baisse des volumes de fret dans le secteur des transports. De plus, une baisse de la production a été enregistrée dans le secteur manufacturier, tandis que le chiffre d'affaires réel dans le secteur du commerce de gros et de détail a également diminué", détaille la BoN.

De même, a-t-elle rapporté, le secteur agricole et l'activité de commercialisation du bétail ont également ralenti en raison des conséquences de la sécheresse de 2019, impactant la production.

Enfin, la banque centrale a observé que l'inflation avait également encore ralenti au cours du deuxième trimestre, en raison d'une baisse des prix touchant au logement, aux transports, aux boissons alcoolisées et au tabac.

ANGOLA :

Angola: le président Lourenço lutte-t-il contre la corruption ou contre une faction ?

Par [Albert Savana](#)- 30 septembre, 2020

<https://www.financialafrik.com/2020/09/30/angola-le-president-lourenco-lutte-t-il-contre-la-corruption-ou-contre-une-faction/>

Elu en 2017 dans un contexte de crise économique et sociale, le Président Lourenço ne semble pas avoir réussi à éviter la récession générale de l'économie Angolaise, qui menace de s'effondrer. Une situation mal camouflée par une croisade anti-corruption qui semble viser en priorité les membres de la famille Dos Santos. S'il ne s'agit pas d'imputer l'ensemble de la crise, dont les ramifications sont profondes, au Président Lourenço, on doit légitimement s'interroger sur les actions entreprises afin de juguler l'aggravation des indices macro-économiques du pays.

L'Angola est touché de plein fouet par la baisse du cours du pétrole qui représente toujours 90% des exportations du pays et 70% de ses recettes fiscales. Ce «syndrome hollandais» est aggravé par une mauvaise redistribution des richesses et par la corruption. De fait, malgré un PIB à la troisième place d'Afrique Subsaharienne (110 milliards de dollars), les richesses sont très mal réparties (Indice GINI : 0,55 – un des plus mauvais d'Afrique) et près de 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Or c'est précisément sur un programme anti-corruption, de diversification de l'économie et d'ouverture aux capitaux étrangers, que le Président Lourenço fût élu. Trois ans plus tard, le chômage s'est aggravé, touchant 31 % de la population (50% des jeunes), et la pression sur les salaires est toujours aussi forte. En outre, la dette souveraine a explosé, passant de 63% du PIB en 2017 à 111 % en 2019. Une situation qui se transforme en cercle vicieux via le poids toujours croissant du service de la dette extérieur sur le budget de l'Etat et la méfiance des investisseurs internationaux (177ème au classement Doing Business : juste devant Haïti et derrière la Syrie, le Burkina-Faso et l'Afghanistan...).

La corruption, une mesure phare aux allures de chasse aux sorcières

L'un des principaux chantiers annoncés par la nouvelle administration fût la lutte contre la corruption afin de pénaliser la pratique tout en s'assurant de faire revenir dans le giron de l'Etat les capitaux évadés. C'est de cette manière que furent remerciés Isabel Dos Santos, Présidente de Sonangol et José Filomeno (son demi-frère) à la tête du fonds souverain angolais ou encore rompus des contrats d'Etat avec Tchizé et Coréon Dú (deux autres enfants). Des signaux très forts et symboliques qui masquent mal les résultats fragiles de cette politique et surtout une véritable guerre menée contre la famille de José Dos Santos.

Selon plusieurs experts Angolais, aucun plan d'évaluation d'ensemble et aucune véritable mesure d'assainissement n'ont été entreprises. Ainsi, l'économiste Manuel Alves Da Rocha déclare : «Je constate qu'aucune évaluation n'a été réalisée au préalable par la présidence sur l'ampleur du phénomène dans le pays. Or, sans un diagnostic clair, il semble difficile d'intervenir efficacement et de définir une stratégie politique». Une déclaration qui se vérifie dans les diverses affaires qui ont émaillées jusqu'ici le mandat du président Lourenço telles que les accusations de détournement des comptes (\$42 millions) du groupe minier Alrosa par un de ses cadres locaux : Rodrigo Khouri Duarte.

De façon plus équivoque encore, c'est l'entourage proche de l'actuel président qui est aujourd'hui pointé par la société civile. Mais sans être vraiment inquiété par la justice, à l'image d'Alvaro Sobrinho, accusé d'avoir détourné 745 millions de dollars ; ou bien le trafic d'influence en faveur

de l'attribution de contrats publics à la société EMFC, dirigée par le chef de cabinet de João Lourenço. Enfin, des 100 milliards de dollars de capitaux notoirement évadés du pays, seuls deux seraient aujourd'hui de retour. Dans cette optique, la lutte contre la corruption menée par le gouvernement commence à ressembler furieusement à une lutte d'influence intestine au MPLA et non à un assainissement des finances de l'Etat Angolais. Une impression qui se renforce malgré la rhétorique anti-corruption très belliqueuse du Président visant l'ancien clan présidentiel... dont il fût très proche et par lequel il fût adoubée lors de l'élection de 2017.

En définitive, face à une situation explosive, le retour de la mendicité dans Luanda et l'amplification de la contestation populaire, le président angolais a effectivement ouvert le pays, ~~via des facilitations réglementaires, aux investisseurs étrangers.~~ On observe également des réalisations, ou plutôt des continuations de l'« ancien régime » Dos Santos, dans certains secteurs tels que la sidérurgie, l'agriculture (investissements dans le Kwaza-Sud) ou l'énergie via la montée en puissance du barrage de Lauca.

Toutefois ces initiatives ne semblent pas suffire et la poursuite même des investissements pourrait être menacée par la fiscalité confiscatoire du gouvernement, comme le dénonçait Francisco Viana, le président de la Confédération entrepreneuriale d'Angola. Or, loin de l'assainissement, la stratégie de la présidence semble se tourner plus vers la recherche de boucs-émissaires sur fond de dissensions internes au MPLA.

MOZAMBIQUE :

Le président du Mozambique sera élu Personnalité de l'Année 2020 en Afrique

Par Info Alwihda - 30 Septembre 2020

https://www.alwihdainfo.com/%E2%80%8BLe-president-du-Mozambique-sera-elu-Personnalite-de-l-Annee-2020-en-Afrique_a94556.html

Filipe Nyusi a guidé le Mozambique à travers des défis incroyables et mène le pays vers la réussite économique ; Les projets gaziers de plusieurs milliards de dollars transforment l'économie du Mozambique et conduisent les Mozambicains vers la prospérité et le progrès ; Africa Oil & Power (www.AfricaOilandPower.com) présentera S.E. Filipe Nyusi, président du Mozambique, avec les plus grands honneurs lors de l'événement Mozambique Gas & Power 2021. S.E. Filipe Nyusi, président du Mozambique, a été élu « Personnalité de l'Année » en Afrique pour l'année 2020 par Africa Oil & Power. Ce prix prestigieux est décerné à des personnes exceptionnelles qui font preuve d'un véritable leadership et d'une pensée innovante en guidant leurs pays ou organisations vers les sommets du secteur mondial de l'énergie. Le Président Nyusi a mené le secteur énergétique du Mozambique au cours de ses nombreux succès récents, comprenant plusieurs projets gaziers de plusieurs milliards de dollars qui sont actuellement en cours de développement dans ce pays d'Afrique australe. Ces projets de gaz naturel, une fois exploités, représenteront plus de trois fois le PIB actuel du pays, le projet Rovuma LNG dirigé par Exxon étant évalué à 23,9 milliards de dollars; le projet gazier Total du pays, évalué à 23 milliards de dollars; et le projet Coral FLNG de 4,7 milliards de dollars, qui devrait produire le premier gaz en 2022. "S.E Filipe Nyusi a mené la création d'un environnement propice dans l'industrie de l'énergie et dans l'économie au sens large qui a ouvert la voie à des accords énergétiques extraordinaires dont bénéficie actuellement le Mozambique », a déclaré Jude Kearney, ancien sous-secrétaire adjoint aux industries de services et aux finances du département américain du commerce sous l'administration Clinton et actuellement président de Kearney Africa Advisors. « Je ne vois pas meilleur candidat dans le secteur énergétique africain à qui décerner ce prix. Le Mozambique a de beaux jours devant lui, car les projets gaziers internationaux stimulent la croissance, la création d'emplois, le développement économique et la prospérité », a ajouté Kearney. Le président Nyusi a non seulement joué un rôle déterminant dans les accords conclus, mais il a

également contribué à mettre l'accent sur le renforcement des capacités nationales et a veillé à ce que les projets réservent le gaz naturel à un usage domestique, mettant le pays sur la voie de la diversification économique et de la sécurité énergétique."S.E le président Filipe Nyusi a travaillé dur pour créer un environnement qui garantit qu'une industrie gazière forte créera des emplois, stimulera l'esprit d'entreprise, protégera notre environnement, diversifiera notre économie au profit de tous les citoyens et générera des revenus indispensables pour le gouvernement. Le président a fait du secteur de l'énergie une composante cruciale du bien-être économique du Mozambique », a déclaré Florival Mucave, PDG de la chambre mozambicaine du pétrole et du gaz."S.E. le président Filipe Nyusi a fait passer le Mozambique d'une position relativement reculée sur les marchés de l'énergie à un statut de leadership dans l'industrie mondiale du gaz naturel », a déclaré RenéeMontez-Avinir,directrice générale d'AOP.«Son leadership a joué un rôle déterminant dans la réalisation de ces méga projets de gaz naturel, fournissant une sécurité d'investissement vitale pour conclure plusieurs transactions de plusieurs milliards de dollars. Il ne fait aucun doute que les projets de gaz naturel transformeront le Mozambique, apportant progrès et prospérité à tout le pays et plaçant le Mozambique en avance d'une révolution mondiale du gaz naturel », a ajouté Montez-Avinir.En poste depuis 2015, Nyusi a mené une campagne anti-corruption agressive; continué à diriger le pays dans la paix; et a réussi à conduire le pays à travers des défis incroyables, notamment le cyclone tropical Idai qui a frappé le Mozambique en 2019 ainsi que les impacts économiques amenées par le COVID-19 cette année. En effet, lorsque le COVID-19 est arrivé en Afrique, le président Nyusi a pris des mesures immédiates pour protéger les Mozambicains et le développement futur, en mettant en œuvre des mesures de confinement et d'autres mesures de sécurité dans le pays, et en déployant des mesures fiscales pour aider les Mozambicains. Ses actions rapides ont permis de contenir l'épidémie au Mozambique et ont permis au pays de continuer à faire des affaires même si d'autres pays du monde restent fermés. Le président Nyusi s'est appliqué à continuellement défendre les communautés mozambicaines, en particulier pour protéger les habitants de Cabo Delgado et garantir que les projets de gaz naturel bénéficieront directement à ces communautés. Son cadre pour une sécurité accrue, ainsi que la coopération avec des entreprises internationales comme Totalpour une sécurité forte dans la région, favorisera la paix et un nouveau développement économique pour les Mozambicains. Le président Nyusi a maintenant rejoint un club exclusif en ce qui concerne le leadership énergétique africain. Les précédents récipiendaires du prix « Personnalité de l'année » incluent S.E. Président du Sénégal Macky Sall en 2019 et S.E Mohammed Sanusi Barkindo, Secrétaire général de l'OPEP, en 2018.

GUINEA BISSAU :

Guinea closes borders with Guinea-Bissau, Senegal ahead of vote
 By AFP <https://www.macaubusiness.com/guinea-closes-borders-with-guinea-bissau-senegal-ahead-of-vote/2020/09/30>

The West African state of Guinea, which is in the middle of a turbulent election campaign, has closed its land borders with Guinea-Bissau and Senegal, a senior government official said on Tuesday.

The closure is for security reasons, the source in the Guinean capital Conakry said without elaborating.

Guinea-Bissau's interior minister, Botche Cande, earlier told journalists that he had "received reports from border agents indicating that the frontier had been unilaterally closed since Sunday".

Guinean Security Minister Albert Damantang Camara could not be reached by AFP for comment. The president of Guinea-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, has tense relations with Guinean President Alpha Conde, who is seeking a controversial third term in office in the October 18 ballot.

Conde has been heavily involved in diplomatic efforts to resolve Guinea-Bissau's repeated political crises.

A Guinean representative was a notable absentee at ceremonies on September 24 to mark Guinea-Bissau's independence day.

Sources in Bissau, the capital, say that Guineans living there had been recently trying to return home to vote after encountering difficulties in doing so at their country's consulate.

Many of the expatriate community are Fulani, also called Peul — an ethnic group considered likely to favour Conde's electoral rival, Cellou Dalein Diallo.

Guinea, one of the poorest and most volatile countries in Africa, has been buffeted by political turbulence ahead of the vote.

Conde is bidding for a third term in office, defying critics who say he forced through constitutional changes this year enabling him to sidestep two-term presidential limits.

The 82-year-old, a former dissident, became Guinea's first democratically elected president in 2010 and was re-elected in 2015.

Protests against his suspected plan for a third term brought thousands of Guineans into the street in late 2019. Dozens of people have been killed in clashes.

CABO VERDE / CAP VERT :

Tourisme : Le coup de gueule des agences de voyage au Cap-Vert

Par Ristel Tchouand | 26/09/2020, 11:01 <https://afrique.latribune.fr/entreprises/2020-09-26/tourisme-le-coup-de-gueule-des-agences-de-voyage-au-cap-vert-858215.html>

Les agences de voyage au Cap-Vert sont en colère. Asphyxiées par la crise sanitaire, elles estiment la fermeture des frontières trop prolongée et appellent le gouvernement à une ouverture encadrée, dans une économie où le tourisme représente environ 22% du PIB.

« Nous avons déjà suffisamment de preuves que la Covid19 ne se propage pas en particulier dans les aéroports et les avions. L'Europe, par exemple, fonctionne avec des vols normaux et les trains sont pleins ». C'est le coup de gueule de l'Association des agences de voyage du Cap-Vert (AAVT) tel que rapporté par Radio de Cabo Verde. Les opérateurs qui ont appelé le gouvernement, jeudi 24 septembre, à rouvrir les frontières aériennes de l'archipel fermées aux vols commerciaux depuis le 19 mars, afin de relancer leurs activités.

Des revenus en baisse de 80% en huit mois

Comme un peu partout en Afrique -et dans le monde plus globalement-, la fermeture des frontières aériennes a ébranlé le secteur du tourisme. Archipel composé de dix îles volcaniques étendues sur 4 033 km² avec 583 255 habitants, le Cap-Vert a accueilli plus de 819 000 touristes en 2019, selon les données de l'Institut national de la statistique (INE). Dans ce pays où le tourisme fait vivre une frange importante de la population active et garantit environ 22% du PIB, les visiteurs viennent des quatre coins de la planète et principalement du Royaume-Uni, du Portugal, de la France, des Pays-Bas et de l'Allemagne. Mais avec des frontières fermées depuis plusieurs mois, les contreperformances sont spectaculaires.

« Financièrement, les agences de voyages sont dans le rouge », a déclaré Edmilson Mendonça, président du Conseil de surveillance de l'AAVT, précisant que les revenus des agences ont dégringolé d'environ 80% au cours des huit derniers mois. La réouverture initialement prévue au mois d'août n'a pas eu lieu en raison de la recrudescence des cas de contamination principalement en Europe. Le bilan national -ce 26 septembre- fait toutefois état de 5 628 cas confirmés dont 4 982 guérisons, 55 décès dans l'archipel depuis le début de la pandémie.

Pour une entente avec les pays émetteurs de touristes

Pendant plusieurs mois, les opérateurs touristiques ont approuvé la fermeture des frontières pour freiner la propagation du coronavirus, mais l'estiment désormais trop longue, au vu des conséquences économiques. La présente sortie de l'AVVT intervient après celle du Premier ministre Ulisses Correia e Silva qui, interrogé par Lusa à propos des cris de détresse des opérateurs, affirmait : « le retour des vols internationaux dans des conditions normales ou même conditionnées ne dépend pas de la volonté et de l'initiative du Cap-Vert, mais des pays tiers. Par conséquent, je ne peux pas indiquer de dates [pour l'ouverture des frontières] ».

L'AVVT propose que les autorités capverdiennes privilégient la piste de négociations avec les pays émetteurs de touristes afin d'encadrer les voyages. « Ce seront des vols spécifiques qui ne mettront certainement pas en péril le contrôle de Covid19 dans les aéroports. C'est dans cette ligne que nous pensons qu'il est nécessaire, et possible, de reprendre l'activité touristique », argumente Mendonça, soulignant que l'ouverture des frontières serait un « grand soulagement » pour le secteur.

Au cours de cet été, certains pays du continent comme la Tunisie se sont prêtés au jeu, permettant aux touristes des pays considérés à faible risque de contamination d'effectuer des voyages encadrés. Mais le fait que le coronavirus reste actif à travers le monde, représente un véritable défi. D'ailleurs, les autorités tunisiennes viennent d'actualiser leur liste rouge, incluant la France, la Belgique, le Portugal ou encore l'Arabie Saoudite.

Cette pandémie plonge les pays touristiques dans un dilemme absolu. A l'île Maurice à titre d'exemple, l'économiste Eric Ng Ping Cheun, dans un entretien avec La Tribune Afrique, certifie qu'« il sera impossible de relancer l'économie sans l'ouverture des frontières ». Que dire du Cap-Vert ?

TIMOR LESTE :

Timor Leste: Une Nouvelle Infirmerie Pour L'orphelinat De Laga. L'idée De Sœur Alma, Religieuse Et Médecin

[By Espace Presse](#) On Septembre 29, 2020

<https://www.emergency-live.com/fr/histoires/timor-leste-une-nouvelle-infirmerie-pour-l-%27orphelinat-de-laga-l-%27id%C3%A9e-de-s%C5%93ur-alma-religieuse-et-m%C3%A9decin/>

Timor Leste, une infirmerie pour les filles de Laga: originaire de Lecco, une religieuse missionnaire, qui est également médecin, travaille à l'orphelinat et vit dans le pays d'Asie du Sud-Est depuis 1992.

Le système orphelinat de Laga accueille plus de 100 filles et témoigne avec leurs histoires L'évolution de Timor oriental's société: si il y a des années elle accueillait principalement des enfants de guérilleros, engagés à «lutter dans la jungle pour l'indépendance», elle accueille désormais ceux qui vivent de nouvelles critiques, avec une augmentation des signalements de cas de violence domestique. Sœur Alma Castagna, native de Lecco, responsable de Timor-Leste des Filles de Marie Auxiliaire (Figlie di Maria ausiliatrice), ordre féminin des salésiens de Don Bosco, en parle et le nouveau infirmerie cela va se réaliser.

Médecin et religieuse missionnaire qui travaille dans l'orphelinat du Timor Leste va ouvrir une nouvelle infirmerie

Au cours de ces 30 années, elle a assisté à la dernière phase de Domination indonésienne et la lutte pour la libération, qui a culminé avec le référendum de 1999 qui a officiellement sanctionné l'indépendance du Timor, un petit pays situé à la limite sud du système des îles qui composent l'Indonésie, à environ 600 kilomètres au nord de Australie.

L'entretien a lieu par téléphone, tandis qu'un infirmerie est sur le point d'ouvrir dans l'orphelinat de Laga, à l'est du pays.

Timor Leste, une infirmerie construite par un médecin, qui est également religieuse, signifie beaucoup plus de santé et de vaccination pour toute la communauté

Le projet, soutenu par le Fondazione Opera Don Bosco Onlus à Milan, servira avant tout «à garantir l'isolement des filles qui présentent les premiers symptômes de la maladie», explique sœur Alma.

Un besoin qui existait bien avant la Urgence COVID-19, qui au Timor n'a jusqu'à présent enregistré que 27 infections confirmées.

"Le le climat chaud et humide de Laga facilite le début de bronchite et maladies respiratoires», Dit sœur Alma, soulignant qu'un autre problème:« Souvent, nous ne connaissons pas les antécédents médicaux des filles qui viennent ici, nous ne savons pas si elles ont été vaccinées pour certaines maladies, rien.

À Laga, il existe aujourd'hui deux établissements qui accueillent 110 filles et filles âgées de 17 à XNUMX ans. A quelques pas des deux, il y a deux écoles.

Sœur Alma dit: «Il y a des filles qui ont perdu leurs deux parents ou l'un des deux; souvent les filles qui arrivent à Laga sont orphelines. Le missionnaire explique que «les décès par accouchement sont encore très répandus, également en raison de la persistance des pratiques traditionnelles, comme l'accouchement à domicile, souvent en l'absence de conditions d'hygiène adéquates.

Souvent, ce sont les grands-parents qui s'occupent des filles mais, souligne sœur Alma, «elles n'ont souvent pas assez de force et de ressources et elles nous les envoient pour faire le cycle des études.

Selon le missionnaire, de nouveaux facteurs émergent qui poussent les filles à chercher refuge dans l'établissement ou à se tourner vers les services sociaux. «Les divorces sont en augmentation», dit sœur Alma, «tout comme les rapports de cas de violence domestique.

Une infirmerie contre la tuberculose, grandissant sur l'île de Timor Leste

Un problème qui affecte l'île depuis des années est celui de la tuberculose. Sœur Alma le traite en tant que médecin et connaît la situation: «Dans les années 1990, une intervention massive soutenue par Caritas Norvège avait réussi à améliorer la situation», se souvient-elle.

«Après l'indépendance, cependant, le projet est passé entre les mains du ministère de la Santé, il y a eu moins de préparation et la gestion n'a pas été aussi efficace.

Selon Sœur Alma, la fin de la domination indonésienne, également entachée de violence et d'abus de pouvoir qui ont conduit les Nations Unies à intervenir, était une conquête.

Les nouveaux problèmes étaient cependant nombreux.

«C'est une démocratie encore très fragile», dit le missionnaire, qui dénonce «le manque de préparation politique des personnes au pouvoir aujourd'hui.

Selon le missionnaire, «il ne pouvait en être autrement car le Timor a subi une domination depuis le XVI^e siècle, à commencer par les Portugais, il est donc normal qu'il manque encore d'une structure solide.

Selon sœur Alma, donc, «il y a un long chemin à parcourir».

EGYPT :

How Egypt is developing its Golden Triangle

<https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/09/egypt-development-plan-golden-triangle-mineral-resources.html> Oct 1, 2020

The Egyptian government is currently developing the Golden Triangle area, which was recently designated as the richest in iron, copper, gold and phosphate minerals.

The Egyptian government has recently described the Golden Triangle as one of the richest economic areas in Egypt given its large mineral reserves.

The Golden Triangle lies in Abu Tartour on the outskirts of Qena governorate in Upper Egypt and is home to a mining area rich in phosphate reserves, estimated at almost 1 billion tons.

The Egyptian Cabinet's Information and Decision Support Center, said in an infographic report published on its Facebook page Sept. 23 that the Golden Triangle area is rich in metallic and nonmetallic minerals.

According to the report, the Golden Triangle contains iron, copper, gold and phosphate minerals, amounting to 75% of all of Egypt's mineral resources, and holding Egypt's phosphate reserves, paving the way for numerous investment opportunities in building new factories in various fields. The Golden Triangle is located on the coastal road connecting Egypt's eastern borders to the north all the way to the southern border. The triangle area is jammed between the Red Sea governorate in the east and the Qena governorate in the west, with an 80-kilometer (50-mile) long seafront stretching between the borders of Safaga in the north and the borders of the city of al-Qusayr to the south and west. The triangle's area stretches over 155 square kilometers (60 square miles) up to the borders of Qena.

The project is seen as a major national development project that serves the southern part of Egypt. The area also occupies a vital position as it overlooks the Red Sea, allowing access to the Gulf states, East Asia and Africa, as well as being connected to central and southern Africa via the ports of Aswan, both onshore and via the Nile River.

Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi had issued a presidential decree that was published in the official gazette in 2017, to establish the Golden Triangle Economic Zone.

Maj. Gen. Ahmed Abdullah, governor of the Red Sea governorate, told Al-Monitor that the infrastructure already exists in the area and is ready for investments and development projects to exploit the enormous potential and reserves in the area, namely minerals.

He explained that the investment projects would consist of creating mineral and agricultural industrial entities, achieving industrial and agricultural development, with the possibility of establishing cement, gypsum and phosphate fertilizers factories, glass factories in areas rich in white sand, as well as mineral and industrial complexes for the production of gold.

Abdullah said, "The goal of the Golden Triangle [project] is to create a new economic zone for the Upper Egypt area that will set in motion the wheel of development in its different cities, taking advantage of the available labor force in Upper Egypt."

"This is in addition to benefiting from the untapped urban communities," Abdullah added, noting that the Golden Triangle area will also include logistic areas, financial and business centers, commercial shopping centers, administrative departments, hotels, and recreational and open areas. Maha Fahim, deputy chairman of the General Organization for Physical Planning— which is in charge of implementing the Golden Triangle project — said the development plan of the area is based on developing the Safaga Port on the western coast of the Red Sea as a global mining

commercial and industrial port, the establishment of new piers, as well as developing the port to serve various purposes, and implementing projects for cargo loading and unloading services. Fahim told Al-Monitor that the port will be developed into a commercial one that would provide all services and facilities, and would serve as a tourist port for yachts and major tourist boats, as well as a mining port.

Fahim added that the Hamrawein Port on the Red Sea coast, south of Hurghada, will also be developed and integrated with the Safaga Port and will be destined for the trade of mineral and stone materials. In addition, al-Qusayr city will be developed into a global ecotourism attraction, she added.

Hassan Bakhit, chairman of the Arab Mining Advisory Council, a government body affiliated with the Syndicate of Scientific Professions, told Al-Monitor that the Golden Triangle area is rich in mineral resources, including copper, gold, lead, tin heavy metals and trace elements, as well as raw material for construction such as limestone and peds (aggregates), the main source for the cement industry in Egypt.

Bakhit stressed that the idea of the megaproject is based on the development of the triangle area and its mineral riches, as well as developing tourist and industrial areas to benefit from the mineral reserves.

He said the development plans will contribute to industrial development for the people of Upper Egypt. "This would be a good opportunity for the south and would provide the youth in the area with job opportunities, and would develop the Red Sea ports in such a way to optimize the export movement," Bakhit said.

"There are existing limestone and peds quarries in the Golden Triangle. Some ports are operating too, including the Safaga Port, which will be [further] developed within the development plan for the entire area," he added. "This national megaproject will create investment areas of a special nature for mining activities and related industries, and will be attractive to local and international investments."

Bakhit concluded, "This would place Egypt on the international map for mining."

ALGERIE :

Frontières : L'ambassadeur d'Algérie en Turquie demande « patience »

Par REMAÏSSA B. 2 octobre 2020 à 08:00 <https://www.dzairdaily.com/frontieres-algeriens-bloques-turquie-font-retourner/>

Algérie– Désespérés face à la fermeture des frontières et la suspension des vols qui a duré plus d'une demi-année, des Algériens bloqués en Turquie tentent de regagner le pays natal, l'Algérie depuis la Tunisie. L'ambassade d'Algérie à Ankara (Turquie) répond.

Pessimistes, dans le grand flou. Des Algériens bloqués en Turquie depuis la fermeture des frontières pendant plusieurs mois, auraient tenté de changer de chemin afin de pouvoir revenir en Algérie, c'est en frappant les portes de la Tunisie que ces ressortissants bloqués ont vu une lueur d'espoir.

Cependant, passer par la Tunisie ne garantit pas une entrée en Algérie. C'est en tout cas ce qu'a indiqué le site spécialisé Visa-Algérie.

En réponse à cette démarche risquée en plein temps de pandémie, l'ambassade d'Algérie à Ankara a répondu sans y aller par quatre chemins. Et ce, dans une déclaration officielle dans son réseau social Facebook en date du 26 septembre 2020. En effet, par le biais de son communiqué, elle a informé ces ressortissants qu'ils devraient d'abord vérifier les conditions d'entrée sur le sol de la Tunisie. Ensuite, l'ambassade d'Algérie à la capitale de la Turquie, Ankara leur a rappelé qu'il est obligatoire d'obtenir une demande auprès des représentations diplomatiques. En outre, elle a conseillé ces personnes bloquées dans les quatre coins de la Turquie de ne pas prendre de tel déplacement risqué, rapporte le site francophone.

Le ministère de la Santé Tunisien annonce des mesures spécifiques pour les Algériens. Dans un communiqué publié en date du 24 septembre 2020, le ministère de la Santé de la Tunisie a annoncé de nouvelles mesures spécifiques pour les Algériens souhaitant se rendre en Tunisie. Ce sont des mesures qui entrent dans le cadre du protocole sanitaire de l'État Tunisien. Par ailleurs, les frontières algériennes restent toujours fermées. Les ressortissants algériens ne peuvent donc pas voyager en Tunisie s'ils le désirent.

Outre l'Algérie, on retrouve la France qui enregistre une recrudescence de cas de contamination et d'autres pays. Il y a la Libye, le Luxembourg, Malte et l'Italie. Cependant, le troisième pays du Maghreb, soit le Maroc, a été classé dans la liste rouge. Ainsi, les Marocains ne sont pas autorisés à franchir les frontières du Tunisien.

Pour rappel, une famille algérienne se retrouve actuellement bloquée en Tunisie après avoir voyagé de la Turquie. La famille Ferraz n'a pas été autorisée à entrer en Algérie. Elle a donc lancé un appel de détresse aux autorités algériennes dans l'espoir s'être rapatriée.

MAROC :

Le Maroc répond sèchement à Human Rights Watch

2 octobre 2020 - 06h00 - [Maroc https://www.bladi.net/maroc-human-rights-watch,74494.html](https://www.bladi.net/maroc-human-rights-watch,74494.html)

Le gouvernement s'insurge contre les allégations de "Human Rights Watch" (HRW). Il s'agit d'un communiqué libellé : "Maroc : un journaliste critique poursuivi pour espionnage", en date du 21 septembre 2020 dans lequel l'institution internationale jette du discrédit sur l'indépendance du système judiciaire.

Comme une réponse du berger à la bergère, les autorités marocaines ont répondu à l'institution internationale des droits de l'homme. Elles lui ont rappelé que la séparation des pouvoirs, principe sacro-saint est toujours en vigueur au Maroc. « Le pouvoir judiciaire est indépendant en vertu de la Constitution et la mise en application des garanties de l'indépendance des magistrats relève des prérogatives du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, institution constitutionnelle spéciale, indépendante des pouvoirs exécutif et législatif. », ont-elles précisé dans un communiqué publié en ligne.

Selon le gouvernement, le dossier défendu par HRW est confié à la justice. Le mis en cause est poursuivi pour son implication présumée dans des actes incriminés par le code pénal marocain. La même source soutient que cette poursuite judiciaire n'a rien à voir avec la fonction de journaliste du prévenu, régie d'ailleurs par le Code de la presse et de l'édition. Elle ajoute également que la qualité de journaliste n'exclut aucunement les poursuites judiciaires au cas où les actes qui lui sont reprochés constituent des éléments juridiques matériels et moraux d'un crime qui relève du droit public.

Aussi le gouvernement dénonce-t-il les tentatives de HRW de s'impliquer dans des dossiers qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de la défense des droits de l'Homme, comme ce fut le cas lors de sa dernière publication qui a tenté de semer le doute dans des jugements.

TUNISIE :

En Tunisie, le Président exhume la peine capitale

Par Mathieu Galtier, Correspondant en Tunisie— 29 septembre 2020 à

13:08 https://www.liberation.fr/planete/2020/09/29/en-tunisie-le-president-exhume-la-peine-capitale_1800823

A la suite du meurtre et du viol d'une trentenaire, Kaïs Saïed a évoqué la possible peine de mort pour le responsable du crime. Malgré un moratoire en vigueur depuis 1991

Le grand bond en arrière. Bien que diffusés sur Facebook, les propos tenus lundi dans la soirée par Kaïs Saïed, le président de la République tunisienne, sur la peine de mort fleurent bon le début des années 90 quand la répression du régime de Ben Ali était à son apogée. Lors du conseil national de sécurité, le chef de l'Etat a ainsi solennellement déclaré «celui qui a commis un meurtre doit être condamné à mort», balayant de facto le moratoire sur la peine capitale observée par le pays depuis 1991.

Même si le constitutionnaliste de 68 ans n'a jamais caché ses positions très conservatrices sur le plan sociétal, sa position a pris tout le monde de court. Surtout qu'elle relève d'une récupération politicienne : l'instrumentalisation d'un fait divers. Vendredi, le corps d'une femme de 29 ans, Rahma Lahmar, disparue depuis quatre jours est retrouvée mutilée et violée dans la banlieue nord de Tunis. Un suspect est rapidement arrêté. Sa photo circule rapidement, la vox populi 2.0 le condamne immédiatement : «L'autre, directement à la pendaison sur une place à Tunis devant tout le peuple», peut-on lire sur les réseaux sociaux.

Code pénal jamais amendé

Dans le week-end, des dizaines de manifestants se regroupent au palais présidentiel de Carthage pour réclamer la tête de l'inculpé. Invité lundi d'une radio, le père de la victime a raconté avoir promis sur la tombe de sa fille que le meurtrier sera exécuté. Loin de jouer l'apaisement, Kaïs Saïed s'est donc empressé d'amplifier la vague d'indignation, d'autant plus facilement que l'opinion publique comme une large partie de la classe politique est en faveur du retour de la peine capitale. En fin juriste, le Président s'est empressé de rappeler que «le texte [sur la peine de mort] existe». En effet, la Tunisie n'a jamais aboli la condamnation capitale. Le pays a voté au sein de l'assemblée nationale des Nations unies une décision appelant à suspendre la peine capitale mais elle n'est pas contraignante. Le code pénal n'a d'ailleurs jamais été amendé. Pire, en 2015, la loi antiterroriste a élargi les cas où elle pourrait s'appliquer.

Interprétations politiciennes

Selon Amnesty International, les juges ont prononcé au moins 39 condamnations à mort en 2019. Des sanctions qui, du fait du moratoire, ne sont pas appliquées. Mais jusqu'à quand ? «Cela ne nécessiterait que la signature, au bas du jugement, du pouvoir exécutif pour se faire», assure l'avocat Mehdi Bouaouaja. La Constitution consacre bien le droit à la vie, mais l'absence de cour constitutionnelle laisse la prérogative aux interprétations politiciennes.

«Les propos de Kaïs Saïed sont d'autant plus catastrophiques qu'il les a tenus avant même la tenue d'un procès», s'alarme Selim Kharrat, président de l'ONG al-Bawsala qui milite pour la transparence des institutions politiques. Alors que la Tunisie s'apprête à célébrer les dix ans de sa révolution en décembre, le chef de l'Etat a préféré, pour le coup, se rappeler «le temps béni» de la dictature où l'on punissait avant de juger.

LYBIA :

Libya May Stage A Strong Comeback To Global Oil

Markets <https://www.forbes.com/sites/arielcohen/2020/10/02/libya-may-stage-a-strong-comeback-to-global-oil-markets/#6cae60d362dd> Ariel Cohen

Energy analysts have projected that Libya will return to a significant level of oil production if the agreement between the UN-recognized [Government of National Accord \(GNA\)](#) in Tripoli and General Khalifa Haftar's [Libyan National Army \(LNA\)](#) in the East of the country is maintained. Libya's production plummeted from 1.2 million bpd in January to under 200,000 bpd today, after tribal militias and the LNA blockaded key ports on the East of the country – Brega, Zuetina, and Hariga — in an attempt to starve the UN-backed GNA of revenue. Should the conditional agreement stick, Libya could see production reach 500,000 barrels per day (bpd) as soon as this weekend and up to 1,000,000 bpd in the fourth quarter, [per Bloomberg](#).

Libya, an OPEC member, is home to the largest oil reserves in Africa. The country is exempt from the cartel's latest crude production limit [agreement](#) (reached between the market maker Saudi Arabia and the non-member Russia in April) which aims to cut supplies by 7.7 million bpd by December of this year in an effort to buoy anemic oil prices.

Despite a potential decline in the flow of crude caused by the [Armenian-Azerbaijani conflict in Nagorno-Karabakh](#) (the main export oil pipeline Baku-Tbilisi-Ceyhan runs not far from the Karabakh border) global prices remain weak. [Brent crude futures fell \\$1.64](#), or 3.9%, to \$40.66 a barrel Thursday on renewed coronavirus fears and news of increased production from OPEC, which added 160,000 bpd in September from August numbers.

Will The Agreement Hold?

The agreement between the warring parties in Libya was reached by representatives of the Western and Eastern regions in mid-September. The GNA government, based in Tripoli, is supported by the U.S., some EU members, Turkey and Qatar. In the East, General Haftar's LNA out of Tobruk is supported by the UAE, Egypt, and Russia. France is sympathetic.

According to the media, the deal was brokered directly between General Haftar's son Khaled and GNA Deputy Prime Minister Ahmed Maiteeq, who is heading the Peace Commission. Per the agreement, the LNA ended its blockade of key oil export infrastructure mid last month. It also provides for the commencement of the Commission to oversee oil revenues and ensure equitable distribution of resources, as well as a number of specific measures to stabilize the financial situation in Libya.

The agreement, although only intended for a one-month period so far, contains elements of more permanent arrangements that benefit both the GNA and the Western region LNA, as well as the tribes that inhabit all areas of Libya: the launch of the exchange rate adjustment mechanism of the dinar, including leveling the exchange rate throughout the country; the opening of a system of national payments between Libyan banks; and more. Maiteeq called the agreement concluded under the new Commission ("the Libyan-Libyan initiative").

If the parties fulfill their obligations to improve the socio-economic situation of the Libyan people, it will increase the authority and popularity of General Haftar as well as GNA Vice Premier Ahmed Maiteeq, the architect of the agreement and head of the Commission. Mr. Maiteeq is a longtime businessman and prominent politician — he hails from a wealthy family and was elected Prime Minister in 2015. With the new agreement holding, Maiteeq has achieved what current GNA Prime Minister Fayez al-Sarraj has been unable to accomplish for many months. It is still unclear whether al-Sarraj will sign off on the deal, however, as he is maneuvering to remain a power-broker after stepping down this fall.

The Brotherhood and Its Allies

The success of the deal may also depend on the role of Muslim brotherhood factions within the GNA. The Muslim Brotherhood-affiliated Khaled Al-Mishri, the Chairman of the Council of State,

and Tripoli's Interior Minister Fathi Bashagha, are senior politicians within the GNA that maintain strong links to the Islamist extremist group and are supported by the Turkish Government and the Qatari Court. Al-Mishri has rejected peace initiatives by the neighboring President of Tunisia and was accused of being on the Qatari payroll. Bashagha was suspended by al-Sarraj amidst allegations of close ties to Turkey and abuse of power while suppressing demonstrations in Tripoli. Moreover, The Muslim Brotherhood has no interest in seeing a lasting peace between both parties, preferring instead to undermine talks and continue to maneuver to build up its influence in Libya.

Hoping to be the first in the distribution of new production contracts, many geopolitical players (including Turkey, Qatar, Italy, Egypt, Russia, France and UAE) seek to support different Libyan factions in these negotiations.

At the moment, there are several parallel diplomatic platforms on Libya, where they discuss the future political arrangements of the country. So far, neither the negotiations in Morocco, nor the Geneva consultations, nor the Berlin agreements, nor the Russian-Turkish negotiations have achieved substantive results.

The current agreement will cover the existing reserves, negotiations on a single budget, and the re-launch of the banking clearing system inside Libya. However, there are also those who oppose this agreement. In addition to the Muslim Brotherhood, El-Mishri and Basagha, and other actors are hoping to derail the revenue-sharing deal. Libya's National Oil Corporation (NOC), perhaps the third most powerful party in Libya after the warring governments, views the plan as a threat to its monopoly on oil decision-making. The NOC is the only entity in the country authorized by the UN Security Council to export oil and says it will not lift force majeure restrictions on installations where armed groups remained.

Turkey, a bastion of the Muslim Brotherhood and increasingly destabilizing geopolitical force in the region, has not publicly opposed the agreement yet. It could be that Ankara's interests in Libya – which center around controversial maritime borders and deep sea drilling rights in the Eastern Mediterranean – are better served if the GNA government (which backs their claims) is well-funded. But as evidenced by its positioning in Libya, Syria, Qatar, and now Armenia, Turkey's foreign policy can be described as neo-imperialist or neo-Ottoman. Never before has the country been so diplomatically isolated, with many identifying its overt support for the extremist Muslim Brotherhood as a driver of the Arab countries' collective diplomatic shift towards Israel. Turkey's role in Libya must be circumscribed by the international community if stability and reconciliation is the ultimate goal.

The international community, including the United Nations and the parties involved should hope that the Maiteeq-GNA/Haftar- LNA agreement will allow the provision of diplomatic and technical assistance so that oil revenues may finally reach the long-suffering people of Libya – and keep the oil price down in the difficult global economic recovery from COVID-19.

***** AFRIQUE DE L'OUEST *****

COTE D'IVOIRE :

Simone Gbagbo : "Il n'y aura pas d'élections en Côte d'Ivoire"

<https://www.dw.com/fr/simone-gbagbo-il-ny-aura-pas-d%C3%A9lections-en-c%C3%B4te-divoire/a-55127073>

L'ex-première Dame de Côte d'Ivoire dénonce les conditions de préparation de l'élection. Elle accuse Alassane Ouattara de violer la Constitution.

<https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/Cote-d-ivoire-gervinho-de-retour-pour-la-premiere-liste-de-patrice-beaumelle/1178520> publié le 1 octobre 2020 à 21h26

Côte d'Ivoire : Gervinho de retour en sélection pour la première liste de Patrice Beaumelle

Pour la première fois depuis fin 2017, Gervinho a été appelé en équipe de Côte d'Ivoire, par le nouveau sélectionneur, Patrice Beaumelle, pour les deux matches amicaux contre la Belgique et le Japon. Geoffroy Serey Die a également été convoqué.

Pour sa première liste depuis son arrivée, en mars, au poste de sélectionneur de la Côte d'Ivoire, le Français Patrice Beaumelle s'impose avec un choix fort. Plus vu depuis novembre 2017 et l'élimination des Éléphants de la course au Mondial 2018 (*0-2 contre le Maroc*), Gervinho (33 ans, 84 sélections, 22 buts) retrouve les Éléphants pour deux matches amicaux, contre la Belgique (le 8 octobre) puis le Japon (le 13 octobre).

Serey Die aussi rappelé

Adjoint d'Hervé Renard lors de la victoire à la CAN 2015 (et pour celle de 2012 avec la Zambie), Beaumelle ne s'est pas contenté de rappeler le joueur de Parme. Geoffroy Serey Dié (35 ans, FC Sion, SUI), un autre « cadre » de 2015, qui avait annoncé sa retraite internationale après la CAN 2019, revient aussi.

MALI :

Mali : concession de taille pour une levée des sanctions de la CEDEAO

By Fabrice Marimootoo avec AFP

<https://fr.africanews.com/2020/10/02/mali-concession-de-taille-pour-une-levée-des-sanctions-de-la-cedeao/2020/10/02>

Au Mali, la junte fait une concession de taille pour une levée des sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ce jeudi, les militaires ont renoncé à ce que le colonel Assimi Goita, désigné vice-président de transition, puisse remplacer le président Bah Ndaw en cas d'empêchement. Selon le représentant de l'organisation régionale, Hamidou Boly, cette concession pourrait faire avancer une levée de sanctions.

Le Mali est sous le coup d'un embargo commercial et financier depuis le putsch contre le président Ibrahim Boubacar Keita en août dernier. La junte s'inquiète de ses retombées alors que le pays est embourbé dans une crise économique, coupée à la fois de ses voisins et de la communauté internationale, et politique menaçant la stabilité de la région.

Les colonels se sont engagés à rendre le pouvoir aux civils après une période de 18 mois pour organiser des élections générales. Le 27 septembre dernier, l'ancien ministre des Affaires étrangères Moctar Ouana a été chargé de former un gouvernement de transition.

TOGO :

Togo : le nouveau Gouvernement en place

<https://www.togofirst.com/fr/politique/0210-6348-togo-le-nouveau-gouvernement-en-place> vendredi, 02 octobre 2020 03:12 Ayi Renaud Dossavi

(Togo First) - Au Togo, la nouvelle équipe gouvernementale est désormais connue, dans le sillage de la nomination, en début de semaine, du Premier Ministre, Mme Victoire Tomégah-Dogbe.

L'annonce, faite ce jeudi 1er octobre 2020, révèle 32 ministères (dont 4 rattachés à la Présidence).

Dans le gouvernement, des nouveaux venus : notamment Marguerite Gnakade (au ministère des Armées), le Prof Ihou Wateba, médecin qui était à l'avant-poste de la riposte contre la Covid-19, et occupe le portefeuille de l'enseignement supérieur et de la Recherche, et Mme Myriam de Souza-D'Almeida, au développement à la base, en succession de l'actuelle premier ministre. On compte également deux autres universitaires : le Prof Komla Dodzi Kokoroko, Président de l'Université de Lomé, et Akodah Ayewouadan, Agrégé de droit.

Au titre des sorties, on notera notamment Koutéra Bataka, qui était à l'agriculture (production animale et halieutique), il est remplacé à ce poste par Antoine Lekpa Gbegbeni (anciennement chargé de l'hydraulique villageoise).

De plusieurs figures du gouvernement Klassou II ont été reconduites, notamment Sani Yaya des Finances, qui tient toujours les bourses de l'Etat, Robert Dussey, aux Affaires étrangères, Cina Lawson de l'Economie numérique, Payadowa Boukpassi de l'Administration territoriale et Mustafa Mijiyawa de la Santé. Enfin, le Col. Yark Damehane de la Sécurité, et Gilbert Bawara de la Fonction publique.

Outre Madame le Premier ministre, on compte en tout 10 femmes dans ce nouveau gouvernement.

Autre point notable, le ministère du Plan et de la Coopération (anciennement occupé par Demba Tignokpa), est désormais rattaché à la Présidence de la République.

En comptant les ministres délégués et rattachés à la présidence, on décompte en tout 33 membres.

Les membres du Gouvernement Tomégah-Dogbe :

Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation :

Mme Adjovi Lonlongno Apedo, épouse Anakoma

Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires :

Payadowa Boukpassi, ministre d'Etat.

Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieurs :

Prof Robert Dussey

Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rurale :

Antoine Lekpa Gbegbeni

Ministre des armées :

Mme Essozimna Marguerite Gnakadè

Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale :

Kodjo Sevon-Tepe Adedze

Ministre de la communication, des médias, porte-parole du gouvernement :

Prof Akoda Eyewadan

Ministre de la culture et du tourisme :

Kossi Lamadokou

Ministre du désenclavement et des pistes rurales :

Bouraïma Kanfitine Tchede Issa

Ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes :

Mme Myriam de Souza-D'Almeida

Ministre des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République, porte-parole du gouvernement :

Christian Trimua

Ministre de l'eau et de l'hydraulique villageoise :

Bolidja Tiem
Ministre de l'économie et des finances :
Sani Yaya
Ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière :
Edem Kokou Tengue
Ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale :
Cina Lawson
Ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat :
Prof Komla Dodzi Kokoroko
Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche :
Prof Ihou Wateba
Ministre de l'environnement et des ressources forestières :
Katari Foli-Bazi
Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social :
Gilbert Bawara
Garde des sceaux, ministre de la justice et de la législation :
Pius Agbetomey
Ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins :
Prof Moustafa Mijiyawa
Ministre de la sécurité et de la protection civile :
Général Damehame Yark
Ministre
des sports et des loisirs :
Médecin-Commandant Kama Lidi Kedjaka Gbessi
Ministre des transports routiers, ferroviaire et aérien :
Affoh Atcha-Dedji
Ministre des travaux publics :
Zouréhatou Tcha-Kondo, épouse Kassa-Traoré
Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière :
Koffi Tsolenyanou
Ministre délégué auprès du ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du
développement des territoires, chargé du développement des territoires :
Essomanam Edjeba
Ministre Secrétaire-Général du Gouvernement
Kanka Malick Natchaba
Ministères en lien avec la Présidence
Ministre Secrétaire Général de la Présidence
Ablamba Ahuefavi Johnson
Ministre chargée de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel
Mme Mazamaesso Assih
Ministre délégué auprès du président de la République Chargé de l'énergie et des mines,
Mme Mawunyo Lilas Aziable

SENEGAL :

LE SÉNÉGAL SE VEUT MOINS INDÉPENDANT DE L'ÉTRANGER DANS L'APRÈS COVID
<https://www.senepius.com/developpement/le-senegal-se-veut-moins-independant-de-letranger-dans-lapres>AFP | Publication 02/10/2020

Renforcer la "souveraineté alimentaire, sanitaire et pharmaceutique" et accélérer l'industrialisation : le pays a adopté un plan de relance faisant la part belle à ses propres forces pour renouer avec une croissance mise à l'épreuve par la pandémie.

"Cette relance, nous devons la faire en produisant local et en consommant local" et en "réduisant les importations", a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse le ministre de l'Economie, Amadou Hott. Un fonds d'urgence de 1.000 milliards de francs CFA (1,5 milliard d'euros) a permis d'atténuer l'impact social et économique de la crise sanitaire, mais "après la défense par la résilience, il faut passer à l'attaque par la relance", a ajouté le ministre, deux jours après la présentation de ce plan aux partenaires économiques par le président Macky Sall.

Alors qu'il misait initialement sur une croissance de 5,3% en 2020, le Sénégal a dû revoir ses prévisions à la baisse après avoir été atteint en mars par la pandémie, qui a particulièrement affecté le transport aérien, ainsi que le tourisme et les versements des Sénégalais de l'étranger, deux importantes sources d'argent. Le pays ouest-africain s'attend désormais à voir son PIB reculer de 0,7% cette année. Le recentrage sur la production et la consommation locales passera par une "accélération de la souveraineté alimentaire sur les produits de base" (riz, poisson, viande) et par "l'industrialisation" des secteurs agro-alimentaire et pharmaceutique, selon le ministre. Mais "plutôt que d'instaurer des mesures protectionnistes, nous allons renforcer la compétitivité de nos entreprises", a-t-il ajouté, en assurant que le Sénégal continuera à "respecter ses engagements vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)".

Le développement du tourisme local et régional, plutôt qu'international, la transformation digitale de l'économie et le renforcement de la protection sociale sont les autres grands enjeux des prochaines années, a-t-il dit. L'objectif est de "remettre le pays sur une trajectoire de croissance forte" dès 2021, en dépit des "incertitudes sur la durée de la crise sanitaire", selon lui.

Le gouvernement table sur une hausse de 5,2% du PIB l'an prochain, de 7,2% en 2022 et de 13,7% en 2023, une accélération due notamment aux investissements dans le secteur pétrolier et gazier et à la construction de 100.000 nouveaux logements. Dans le domaine agricole, l'excellente récolte qui s'annonce grâce à une pluviométrie abondante et à une main d'oeuvre qui a quitté les villes pour les campagnes devrait renforcer un peu plus l'importance d'un secteur qui a mieux résisté que d'autres à la crise sanitaire, selon M. Hott.

La nouveau programme gouvernemental, baptisé "Plan d'actions prioritaires, ajusté et accéléré" (PAP2A) devrait mobiliser quelque 14.712 milliards de francs CFA (environ 22 milliards d'euros) d'ici 2023, dont près de 40% doivent venir du secteur privé national et international. Les partenariats public-privé seront étendus, les investissements dans les secteurs pharmaceutique et de la santé facilités et le crédit rendu plus accessible, notamment pour le secteur informel, selon ce plan.

BURKINA FASO :

Burkina Faso: le pays se dote d'une usine de fabrication de panneaux

solaires Publié le : 01/10/2020 - 00:11

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20201001-burkina-faso-le-pays-dote-d-une-usine-fabrication-panneaux-solaires> Par : Olivier Rogez

Le Burkina Faso s'est doté d'une usine de fabrication de panneaux solaires. Une première en Afrique de l'Ouest qui confirme la vocation de ce pays soucieux de maîtriser toute sa filière solaire. Soutenue par le gouvernement, l'entreprise Faso Energy vient de lancer sa production. L'État, qui multiplie les créations de centrales solaires, va lui passer des commandes afin de soutenir la filière. Deux cents panneaux solaires sortent désormais chaque jour des ateliers de Faso Energy, située en banlieue de Ouagadougou. Une cinquantaine d'employés ont été formés par un groupe européen qui a aussi fourni la ligne de production.

Jeremy Zmuda est le directeur général de Faso Energy. « Nous avons un partenaire espagnol qui est venu installer l'ensemble de l'unité de production. Donc actuellement nous avons une unité de production européenne, avec du personnel formé. Nous avons donc un produit de qualité, sur lequel nous pouvons donner des garanties aux consommateurs locaux. »

La qualité des installations solaires, c'est l'un des objectifs recherchés par le ministère de l'Énergie dans un pays submergé de panneaux à bas coûts. Bachir Ouedraogo est le ministre burkinabè de l'Énergie. « Nous sommes inondés par des panneaux de qualité douteuses. Avec aussi le mécanisme de dumping, il y a des panneaux reconditionnés qui sont envoyés vers l'Afrique et le Burkina, et nous nous sommes dit que la meilleure manière de pouvoir contrôler la qualité, c'est de pouvoir produire nous-même. »

L'Agence pour la promotion des énergies renouvelables et les autorités mettent en place un système de certification des panneaux solaires importés, afin notamment de ne pas pénaliser la production locale. L'usine de Faso Energy, quant à elle, bénéficie d'incitations afin de la rendre compétitive face aux importations à bas coût.

Jeremy Zmuda : « Nous avons quelques facilités au niveau fiscal, au niveau du code des investissements et de l'exonération de la TVA, ce qui permet de nous battre à armes égales. » L'objectif du gouvernement est plus large, il s'agit de maîtriser l'ensemble de la filière solaire. Ainsi, Faso Energy va recevoir de commandes publiques. Seize centrales sont actuellement en cours de développement au Burkina Faso. Bachir Ouedraogo. « Nous allons tout faire pour que l'industrie burkinabè puisse vivre et vendre ses panneaux, puisse participer à la construction du secteur énergétique au niveau du pays. En leur permettant de faire des centrales et nous accompagner dans cette politique énergétique que nous sommes en train de mettre en place.»

D'ici cinq ans, le Burkina aura installé une puissance totale de 500 mégawatts d'énergie solaire. Le pays compte aussi développer une industrie de stockage. Le ministère de l'Énergie est en pourparlers avec un industriel pour une usine de fabrication de batteries à usage domestique.

BENIN :

Bénin: Marc Vizy, nouvel ambassadeur de la France, reçu par Aurélien Agbénonci

ParCochimau S. Houngbadjile 2 Oct 2020 à 13:00

<https://beninwebtv.com/2020/10/benin-marc-vizy-nouvel-ambassadeur-de-la-france-recu-par-aurelien-agbenonci/>

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Aurélien Agbénonci, a reçu à son cabinet le nouvel ambassadeur de la France au Bénin, Marc Vizy. L'audience s'est tenue ce jeudi 1er octobre au cabinet du ministre.

Le nouvel ambassadeur de la France au Bénin était au cabinet du chef de la diplomatie Béninoise. Marc Vizy est allé présenter les copies figurées de ses lettres de créance à Aurélien Agbénonci. Après cette étape, l'ambassadeur agréé de la République française près le Bénin, remplaçant de Véronique Brumeaux, sera reçu par le Président Patrice Talon pour la présentation des lettres de créance.

Le nouvel ambassadeur de la France près le Bénin est un diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) et ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA – promotion Fernand Braudel, 1985-87). Né le 24 septembre 1958 à Compiègne (Oise), Marc Vizy a très tôt montré un grand intérêt pour l'Afrique, dans sa carrière professionnelle.

Déjà en 1981, il a rejoint le continent africain en tant que consultant en marketing à Abidjan (Côte d'Ivoire) de 1981 à 1983. Il a été également conseiller de Seydou Elimane Diarra (Premier ministre ivoirien) en 2004. Nonobstant les nombreux postes occupés en France, on retient que Marc Vizy était ambassadeur de France au Togo depuis septembre 2017.

NIGERIA :

Indépendance du Nigeria: soixante ans plus tard, entre désillusions et espoirs

Publié le : 01/10/2020 - 07:00 Modifié le : 01/10/2020 - 12:51

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201001-ind%C3%A9pendance-nigeria-soixante-ans-plus-tard-d%C3%A9sillusions-et-espoirs>

Les célébrations des 60 ans de l'indépendance du Nigeria resteront très limitées, mesures anti-Covid-19 obligent. Plusieurs gouvernements locaux, dont l'État de Lagos, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils annulaient leur défilé militaire. Les cérémonies seront donc concentrées à Abuja où une parade est prévue. Le président Muhammadu Buhari s'exprimera tôt ce matin à la radio et à la télévision, mais pas en public comme initialement prévu. Mais l'intérêt des Nigériens pour cette date anniversaire est limité.

Ce 60e anniversaire de l'indépendance, en pleine crise économique, n'a donc rien de flamboyant pour le pays le plus peuplé d'Afrique. Et l'intérêt pour ces célébrations reste limité dans le pays, parcouru de fractures et confronté à des défis complexes, avec ses plus de 90 millions d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté.

Des ballons verts et blancs ont été suspendus dans les magasins, et les panneaux lumineux de Lagos se sont parés des couleurs du drapeau national. C'est à Lagos que, le 1er octobre 1960, l'indépendance du Nigeria était proclamée, dans l'hippodrome de la ville.

Rachel Awopejo est née trois jours plus tard. Comme beaucoup de gens de son âge, elle dit avoir assisté, depuis, au lent déclin de son pays dont l'histoire a été marquée par la guerre civile et une succession de coups d'État militaires. « À cette époque, le pays allait bien, raconte-t-elle à notre correspondante, Liza Fabbian. Tout était bon marché, il était possible de gagner de l'argent, de faire des économies. Il n'y avait pas toute cette insécurité, c'était possible d'aller n'importe où, comme vous le souhaitiez. Mais aujourd'hui, tout est très difficile. Nos dirigeants, ils ont tout englouti. Et si vous ne connaissez pas des gens haut placés, vous n'arriverez à rien. Ils ont gâché le Nigeria. »

Même son de cloche chez Dayo. Notre correspondant Moïse Gomis a poussé la porte des studios de Nigeria Info, une radio privée qui émet depuis Port Harcourt et Lagos. Il a suivi un programme satirique animé par le journaliste Dayo Elusakin.

En soixante ans, le discours politique n'a pas changé
Seul derrière la console, celui-ci anime 4 heures quotidiennes. Ce journaliste trentenaire au look soigné s'appuie sur son réseau d'enquêteurs pour commenter l'actualité locale et nationale. Pour Dayo, la classe politique actuelle est loin d'être à la hauteur des 60 ans d'indépendance du Nigeria. « Les politiciens ne prennent pas la peine de traiter des problèmes. Ils parlent toujours de routes, parlent d'éclairage public, d'électricité pour tous, d'accès à l'eau... Si vous regardezou écoutez des archives d'il y a 10, 20... 50 ans, les politiciens de l'époque promettaient déjà des routes, l'éclairage public, de l'électricité et de l'eau courante. Sommes-nous où nous en étions il y a 60 ans ? Définitivement pas. Nous avons fait des progrès. Mais en sommes-nous là où nous devrions être ?

Évidemment pas. »

Sur le ton de la satire, Dayo prend des risques à l'antenne, n'hésitant pas à dénoncer sans filtre les travers de la société nigériane. Il estime que malgré les imperfections du système démocratique, l'opinion publique nigériane est de plus en plus consciente et exigeante. « Beaucoup plus de Nigériens en ont assez du système à l'ancienne à base de corruption. Donc, dans une certaine mesure, nous faisons des progrès, poursuit Dayo... Je crois que ce n'est qu'une question de temps avant que quelque chose de radical ne se produise, une révolution si vous voulez... Je ne parle pas d'une révolution sanglante, mais plutôt d'une révolution des mentalités. Je pense que c'est ce dont les Nigériens ont le plus besoin. »

Première puissance économique du continent africain grâce à son pétrole, le Nigeria est un géant démographique rongé par l'extrême pauvreté et gangrené par la corruption. Mais le pays est aussi miné par une insécurité généralisée. Au nord, particulièrement, les attaques des groupes jihadistes ont fait plus de 36 000 morts et chassé près de 2,5 millions de personnes de chez elle depuis 2009.

NIGER :

Niger. La libération de trois activistes doit aboutir à l'abandon de toutes les charges contre eux
30 septembre 2020, 13:26 UTC

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/09/niger-charges-must-be-dropped-following-release-of-three-activists/>

A la suite de l'ordonnance de libération le 29 septembre de trois membres de la société civile du Niger, Ousmane Diallo, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International a déclaré :

« Nous nous réjouissons de la libération provisoire de Maikoul Zodi, Mounkaila Halidou et Moudi Moussa.

« Nous exhortons les autorités du Niger à abandonner maintenant toutes les charges contre Maikoul Zodi, Moukaila Halidou et Moudi Moussa. Elles doivent respecter les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, et cesser le harcèlement et les détentions arbitraires des voix dissidentes. »

Ousmane Diallo, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International

« Nous sommes heureux qu'ils puissent enfin retrouver leurs familles, proches et ami.e.s après plus de six mois passés en détention préventive, que nous estimons arbitraire. Nous exhortons cependant les autorités à abandonner toutes les charges contre Maikoul Zodi, Moukaila Halidou et Moudi Moussa.

« Les autorités doivent respecter les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique, et cesser le harcèlement et les détentions arbitraires des voix dissidentes.

« La protection des libertés est fondamentale notamment à l'approche des élections générales et locales prévues en décembre. Amnesty International appelle les autorités à garantir un espace

civique ouvert et sans violence pour les activistes et défenseurs des droits humains.»

Complément d'information

La liberté provisoire d'office de trois membres de la société vient à été décidée par le doyen des juges de Niamey le 29 septembre. Maikoul Zodi, responsable de Tournons la Page (TLP) a été libéré hier, jour de la délivrance de l'ordonnance et Moudi Moussa, lui aussi responsable de TLP à Niamey, et Mounkaila Halidou, secrétaire général du Syndicat national des agents contractuels et fonctionnaires de l'éducation de Base (SYNACEB) sont libres depuis ce matin.

Ils étaient inculpés pour homicide involontaire, complicité dans la destruction de biens publics et incendies, suite à une marche qui avait été brutalement réprimée par les forces de l'ordre, causant trois morts en mars dernier.

Maikoul Zodi, Mounkaila Halidou et Moudi Moussa, étaient détenus respectivement à Ouallam (100 km de Niamey), à Daikaina (111 km de Niamey) et à Kollo (35 km de Niamey).

Amnesty International considère leur détention comme arbitraire et les charges retenues contre eux comme politiquement motivées dans le but de faire taire les membres de la société civile qui ont exigé des comptes suite aux allégations de corruption au sein du ministère de la Défense.

La situation des droits humains au Niger sera examinée lors de la prochaine session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (13 novembre-3 décembre 2020) et à la 38e session de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (3 mai-14 mai 2021).

GHANA :

Ghana : un appui budgétaire de 60,9 milliards FCFA de l'UE

Par [Dale Abraham Sarr](#)-2 octobre 2020

<https://www.afrik.com/ghana-un-appui-budgetaire-de-609-milliards-fcfa-de-l-ue>

Le Ghana vient de signer un accord d'appui budgétaire de 92,9 millions d'euros (60,9 milliards FCFA) avec l'Union Européenne. L'accord, qui est en deux parties, consiste à une subvention de 87 millions d'euros (57 milliards FCFA), destinée à soutenir la réponse d'urgence à la pandémie du Covid-19 au Ghana. L'autre subvention, d'un montant de 5,9 millions d'euros (environ 3,8 milliards FCFA), servira à prévenir la violence électorale et à assurer la sécurité des régions frontalières du Nord.

Lors de la cérémonie de signature à Accra, mercredi, l'ambassadrice de l'Union Européenne au Ghana, Diana Acconcia, a expliqué que cet accord tient pleinement compte de la baisse des revenus du Ghana à la suite de la pandémie du Covid-19. « Avec les augmentations imprévues des dépenses publiques, nous nous attendons à ce que cette installation renforce l'effort en cours du gouvernement du Ghana pour atténuer les effets de la pandémie de Coronavirus », a-t-elle déclaré.

« Dans quelques jours, l'Union Européenne transférera l'essentiel de cette somme de l'appui budgétaire au trésor national du Ghana et permettez-moi d'assurer au peuple ghanéen qu'il s'agit d'une opération sans précédent pour répondre à une circonstance sans précédent, en ce qui concerne la pandémie de Coronavirus », a expliqué Diana Acconcia.

Elle a ajouté que l'autre tranche de 5,9 millions d'euros (environ 3,8 milliards FCFA), pour le soutien budgétaire, permettra de lutter contre les menaces d'extrémistes violents, de terroristes et de crimes organisés dans les districts les plus vulnérables du nord du Ghana. « Cela sera en partie mis en œuvre par une Agence espagnole de développement (FIAP) ainsi que par la Commission nationale pour l'éducation civique (NCCE), afin de fournir des informations décisives, espérons-le, avant les élections ».

Le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, qui a signé l'accord au nom du gouvernement du Ghana, a déclaré que le soutien de l'UE complétait les efforts du gouvernement pour restaurer l'économie après l'impact durable de la pandémie de Coronavirus. « L'appui budgétaire de l'UE arrive à point

nommé. Cela aidera non seulement à atténuer les pressions fiscales créées par cette pandémie, mais aussi à soutenir la poursuite des interventions critiques et à permettre aux entreprises de prospérer dans une ère post-Covid-19 », a-t-il déclaré.

« J'apprécie également le soutien ciblé pour les prochaines élections. Le caractère stratégique de cet appui au maintien de la paix et de la quiétude est clair pour nous tous. En tant que gouvernement, nous avons pris des mesures énergiques pour remanier les écosystèmes des élections et des violences liées aux élections », a ajouté Ken Ofori-Atta.

GAMBIA :

Gambia Achieves Moderate Advancement In Child Labour

Report <https://www.voicegambia.com/2020/10/02/gambia-achieves-moderate-advancement-in-child-labour-report/>

October 2, 2020

The Gambia has achieved moderate advancement in child labour report and work to address human trafficking and sexual exploitation, the US Embassy said on Wednesday in a statement made available.

The United States Department of Labour (DOL) in the 2019 edition of its annual findings on the worst forms of child labour report (TDA Report) found that The Gambia made advancement in combating child labour.

The report highlights the moderate advancement The Gambia made in 2019 to eliminate the worst forms of child labour.

The statement said during the reporting year, the government signed the United Nations Convention on the Rights of the Child (UN CRC) Optional Protocol on Armed Conflict.

The government also signed a Memorandum of Understanding with the government of the United Arab Emirates to put in place formal protections for Gambian workers employed in that country. The statement further revealed that the National Agency Against Trafficking in Persons (NAATIP) held training courses, some in conjunction with local and international partners, for government officials at border posts, The Gambia Police, travel agencies, airlines, and the tourism security unit, on trafficking in persons' issues.

However, the report found that children in The Gambia still engaged in the worst forms of child labour, including commercial sexual exploitation, sometimes as a result of human trafficking, and forced begging.

The report highlights that gaps in the law remained, including children starting an apprenticeship in the informal sector at the age of 12, an age below the compulsory education age of 16.

“It indicates that the scope of social programmes is insufficient to fully address the extent of the problem, as programmes do not reach all children working in agriculture and domestic work, or those vulnerable to human trafficking, commercial sexual exploitation, forced begging, and street work,” the report stated.

The report also highlighted that girls and boys from other West African countries were allegedly trafficked for commercial sexual exploitation from their countries into The Gambia.

The report pointed out that it's indicated that tourists also allegedly subject children to commercial sexual exploitation in tourist areas, as well as in private homes.

“The United States government is committed to working with the government and people of The Gambia, in coordination with other international partners, to address the scourge of child exploitation.

“We urge the government of The Gambia to strengthen efforts to combat the worst forms of child labour and protect those vulnerable to human trafficking in the soonest possible time frame,” the statement said.

The TDA report includes an assessment of government actions to advance efforts to eliminate the worst forms of child labour.
The Gambia is among 131 countries, non-independent countries, and territories profiled in this report.

TCHAD:

Tchad: "Le monde du sport est rempli de mafieux qui n'ont aucune notion de patriotisme"
(ministre)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 2 Octobre 2020

https://www.alwihdainfo.com/Tchad-Le-monde-du-sport-est-rempli-de-mafieux-qui-n-ont-aucune-notion-de-patriotisme-ministre_a94665.html

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Routouang Mohamed Ndonga Christian, a dénoncé vendredi, sur les réseaux sociaux, l'ambiance qui règne dans le milieu du sport tchadien et a évoqué des freins au développement.

"Le monde du sport en général et le football en particulier est rempli de mafieux qui n'ont aucune notion de patriotisme et d'intérêt de la Nation Tchadienne. Ils sont souvent prétentieux et se disent ayant les "bras long" et prêt à réduire l'autorité du Ministre au néant", explique Routouang Mohamed Ndonga Christian qui a fait son entrée dans le gouvernement le 14 juillet 2020. Selon le ministre, "il est plus qu'urgent que les non-dits de ce secteur soient profondément assainis. Des personnes mettant en avant leurs intérêts personnels et égoïstes avant l'éclosion du sport tchadien."

"Allez dire que c'est de l'ingérence, allez corrompre les médias que le Jeune Ministre veut jouer dans un terrain glissant... Pour ma part le Tchad sera ma priorité et je ne ménagerai aucun effort pour peser de tout mon poids pour que ce cercle vicieux ne soit plus un frein au développement du sport", ajoute le ministre dont la sortie est déjà saluée par les Internauts sur les réseaux sociaux. "Soyez rassuré que je plongerai dans ce monde inconnu sans réserve et avec un mental de fer. On ne continuera pas à caresser la vérité au sens de poils tout le temps !", prévient le ministre.

CENTRAFRIQUE :

Centrafrique: le processus électoral examiné en marge de l'Assemblée générale de l'ONU
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201002-centrafrique-onu-processus-%C3%A9lectoral-examin%C3%A9-marge-assembl%C3%A9e-g%C3%A9n%C3%A9raleavec notre correspondante à New York, Carrie Nooten Publié le : 02/10/2020 – 09:13>

En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, les principaux acteurs du dossier se sont retrouvés pour évoquer les évolutions en Centrafrique. Et comment la force d'intervention onusienne sur place, la Minusca, a du concilier prévention de Covid-19, inondations du fleuve Oubangui et gestion de camps de déplacés avec sa mission de sécurisation des élections. Autour du secrétaire général Antonio Guterres, le président Touadéra, le président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki, ainsi que le président de la commission de la CEEAC et le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix Jean-Pierre Lacroix ont réaffirmé leur soutien au processus électoral, tout en restant vigilants.

Depuis la réunion de l'an dernier, des progrès en Centrafrique ont été mis en avant: le plus grand nombre de policiers et gendarmes, ou d'unités spéciales mixtes de sécurité déployés a permis de créer un nouveau climat - l'ONU a ainsi bien noté l'apaisement des tensions à l'est.

Concernant les attaques à l'ouest lancées par le groupe armé 3R, elle espère que les sanctions du Conseil de sécurité contre Sidiki auront envoyé un message fort. L'apaisement des troubles dans la région de N'Délé est un signe encourageant pour la tenue des élections sur place.

Mais même si la détermination de la communauté internationale est très forte, Jean-Pierre Lacroix s'attend à ce que les prochains mois présentent des défis, et que les 3R continuent leurs provocations. « On ne peut pas exclure qu'à l'approche des élections il y ait des tentations, des tentatives ici et là mais nous serons vigilants et nous sommes très déterminés. La réunion d'aujourd'hui a montré que la communauté internationale reste notamment mobilisée pour soutenir le processus électoral, pour que les élections se tiennent, dans les meilleures conditions possible, dans les délais. La dernière chose dont le pays a besoin, c'est d'une instabilité institutionnelle.» L'ONU ne se leurre pas: une fois les élections passées, il y aura encore beaucoup à faire dans la poursuite de la mise en oeuvre de l'accord de paix.

CAMEROUN :

WORLD NEWS CAMEROUN :: CET IMPOSTEUR DE MBOUA MASSOCK DOIT APPRENDRE À SE TAIRE

Christian Bomo Ntimbane

<https://www.camer.be/82424/30:27/cameroun-cet-imposteur-de-mboua-massock-doit-apprendre-a-se-taire-cameroon.html>02/10/2020

Il se raconte partout que Mboua Massock est le père des villes mortes comme si c'est parce qu'il était un leader charismatique que les villes mortes eurent un succès . Les villes mortes ont simplement obéi à un désir de démocratie chez les camerounais après le discours de la Baule de François Mitterand invitant les chefs d'Etat africains à ouvrir leur pays à la démocratie. Peu de camerounais connaissaient cet illustre inconnu avant la création de la coalition des forces du changement dont les figures de proue étaient Fru Ndi, Samuel Eboua, Adamou Ndam Njoya, Hameni Mbieleu, Séngat Kuo, Lapiro de Mbanga.

Mboua Massock n'a jamais été une figure marquante de l'opposition camerounaise. Juste un commissionnaire. Un distributeur de tracts.

La preuve, personne ne l'a jamais suivi après la dissolution de cette coalition malgré ses multiples autres appels aux villes mortes et autres actions populistes.

Monsieur Mboua Massock doit apprendre à se taire, car il a lamentablement échoué comme homme politique.

Malgré sa volonté, il n'a pas l'onction qui attire les foules.

Le 22 septembre 2020, il est clair que des milliers de camerounais sont sortis dans les rues comme le témoignent ces centaines d'arrestations.

La moyenne des arrestations dans des mouvements populaires selon des études est de 1%.

Sur 600 arrestations, un rapide calcul permet d'établir qu'il y a eu au moins 60. 000 personnes sorties dans la rue ou prêtes à le faire. Pour un lancement dans un régime liberticide et tortionnaire comme celui de Yaoundé, c'est exceptionnel.

Maurice Kamto, a démontré indéniablement qu'il est suivi.

Il l'avait déjà prouvé lors de la campagne présidentielle, de sa sortie de prison à Bafoussam, Douala et dans la diaspora. Jamais un opposant africain n'a rassemblé à Paris, place de la République plus de 50.000 personnes, comme il l'a fait. Le régime de Yaoundéen est bien conscient. D'où ces importants déploiement de forces de l'ordre de 1er et de 2nd ordre sur l'étendue du territoire à l'appel du 22 septembre.

Jamais un appel de Mboua Massock n'a mobilisé 05 policiers. Quand il manifestait à Douala autour du monument Leclerc , on envoyait 02 ou 03 policiers pour l'immobiliser.

CONGO BRAZZA :

Le Congo Brazza ratifie la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel

<https://www.digitalbusiness.africa/le-congo-brazza-ratifie-la-convention-de-lunion-africaine-sur-la-cybersecurite-et-la-protection-des-donnees-a-caractere-personnel/22/09/2020>

[Digital Business Africa] – Après délibération et adoption par l'[Assemblée nationale et le Sénat](#), le président de la République du Congo, Denis Sassou-N'guesso, a promulgué le 20 août 2020 la loi autorisant le Congo à ratifier la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. Un décret dans le même ordre a été signé le même jour à Brazzaville par le président de la République.

La Convention de l'Union africaine (UA) sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel, aussi appelée « Convention de Malabo », avait été adoptée le 27 juin 2014. Cette convention se veut instrument fédérateur à vocation continentale dans le domaine de la cybersécurité et de la protection des données à caractère personnel.

Convaincus de la nécessité de mobiliser l'ensemble des acteurs publics et privés (États, collectivités locales, entreprises du secteur privé, organisations de

la société civile, médias, institutions de formation et de recherche etc.) en faveur de la cybersécurité ; préoccupés par l'urgence de la mise en place d'un dispositif permettant de faire face aux dangers et risques nés de l'utilisation de l'informatique et des fichiers sur les individus dans le souci de respecter la vie privée et les libertés tout en favorisant la promotion et le développement des TIC dans les pays membres de l'Union africaine, les États membres de l'Union africaine avaient en 2014, qu'il était nécessaire, face à l'actualité de la cybercriminalité véritablement repue, sécurisé des réseaux informatiques et le développement de la société de l'information en Afrique, défini les grands orientations de la stratégie de réponse de la cybercriminalité dans les pays membres de l'Union africaine.

Ceci en prenant en charge leurs engagements actuels aux plans sous régional, régional et international. C'est ainsi qu'ils avaient mis en place la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. Les États membres de l'UA sont invités à signer, ratifier et adhérer à cette convention de Malabo. C'est désormais chose faite pour le Congo Brazza.

Une loi locale déjà promulguée

En juin 2020, le parlement congolais avait déjà adopté la loi sur la cybercriminalité et la cybersécurité. Une loi constituée de 108 articles qui répriment à divers niveaux les crimes commis via les TIC. Entre autres innovations, la nouvelle loi sanctionne les atteintes à la confidentialité et à l'intégrité des systèmes d'information, l'introduction frauduleuse de données dans un système d'information, l'interception frauduleuse de données d'un système d'information, ou encore des infractions relatives aux données à caractères personnelles.

Quelques mois plus tôt, au cours d'un conseil ministériel, le président de la République, Denis Sassou Nguesso, avait invité Léon Juste Ibombo, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, à présenter le projet de loi relatif à la cybersécurité.

Présentant le projet de loi contre la cybercriminalité, Léon Juste Ibombo avait indiqué que l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) a favorisé de profondes mutations dans la manière de concevoir et de réaliser les activités humaines, et que de façon paradoxale, la révolution technologique a également favorisé l'irruption de nouveaux dangers et de graves

menaces. Des agissements répréhensibles de toutes sortes, attentatoires tant aux intérêts des particuliers qu'à ceux de la chose publique se multiplient. Il en est ainsi de la fraude en ligne, de la diffusion de contenus pornographiques mettant en scène des enfants, du piratage, de l'usurpation d'identité, du traitement illicite de données à caractère personnel, etc.

Ainsi, les acteurs du monde criminel ont su tirer profit de l'insécurité du cyberspace qui découle de la vulnérabilité et de l'insuffisante maîtrise des TIC. Un phénomène nouveau dénommé cybercriminalité, trouvant son espace de prédilection dans l'environnement dématérialisé, est apparu. Sa particularité réside dans sa transnationalité, son immatérialité, sa volatilité et l'anonymat de ses acteurs.

Il fallait donc adapter la législation pénale congolaise aux spécificités de la délinquance numérique, aussi bien en droit substantiel qu'en droit procédural. De fait, le texte proposé s'inspirait largement des instruments juridiques internationaux et communautaires et résolvait ainsi la question de la transposition, dans la législation nationale, des normes régionales et communautaires.

Ce texte avec ses cent huit articles répartis en trente-trois chapitres et cinq titres, définit les infractions liées aux TIC ainsi que les peines encourues par les délinquants tant correctionnels que criminels.

C'est le cas des atteintes à la confidentialité, à l'intégrité, à l'introduction et à l'interception frauduleuse des données, des systèmes d'information, au traitement illicite des données à caractère personnel.

Sont également prévus et punis par cette loi, l'abus de dispositifs et de l'association de malfaiteurs informatiques, la pornographie infantile, la xénophobie par le biais d'un système d'information, la violation des normes relatives à la publicité par voie électronique, à la prospection directe, à la cryptologie.

Enfin, cette loi n'exclut pas les cas de vol, d'extorsion, d'abus de confiance, d'escroquerie, de recel de l'information électronique, de tous actes dolosifs, de blanchiment de capitaux, et d'exploitation illicite des données à caractère personnel. Tout comme, il est fait état des infractions portant sur les atteintes au droit d'auteur, sur l'usurpation d'identité numérique, sur les atteintes à la défense nationale et sur la responsabilité pénale des personnes morales.

Le titre III, quant à lui, définit les techniques procédurales et probatoires en matière d'infractions commises par le biais des TIC. Sont ainsi définis à ce titre, le système de preuve électronique en matière pénale, les modalités de perquisition, d'interception de données informatisées et du pouvoir d'injonction dont disposent le procureur de la République et le juge d'instruction à l'égard de toute personne, pour produire et communiquer les données informatiques spécifiées, en sa possession ou sous son contrôle.

Tenant compte du caractère transnational de cette catégorie d'infractions, le titre IV fixe les modalités de coopération et d'entraide judiciaires internationales.

Par Digital Business Africa

UNION AFRICAINE :

Taire les armes en Afrique : l'Union Africaine face aux défis

identitaires Spécial Journée internationale de la paix

Rédigé par Aoudou Mouchili | Samedi 26 Septembre 2020 à 11:00 https://www.saphirnews.com/Taire-les-armes-en-Afrique-l-Union-Africaine-face-aux-defis-identitaires_a27417.html

L'année 2020 a été déclarée Année africaine de la paix par l'Union Africaine (UA). Mais bien du chemin reste à parcourir pour parvenir à apaiser les conflits et les violences sur le continent. Quelle prise en compte du pluralisme des cultures et des religions dans l'action de l'UA pour 2020 ? Un point avec Aoudou Mouchili, en partenariat avec l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions.

L' Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) cherche à créer une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ». Elle aspire à une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité. L'année en cours a été désignée « Année africaine de la paix » et placée sous le thème « Taire les armes en Afrique » et ce pour plusieurs raisons.

En 2017, fort du constat selon lequel les conflits armés en Afrique constituaient un obstacle à la réalisation de cet agenda, l'Union Africaine avait lancé une initiative baptisée « Faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020 ». Cette initiative se donnait pour ambition de « mettre fin à toutes les guerres, conflits civils, violences basées sur le genre, conflits violents et prévenir le génocide sur le continent » à la fin de cette année. Il est évident que l'institution ne comptait pas éradiquer les conflits armés du continent en une seule année.

Néanmoins, elle pourra faire une évaluation de sa contribution à la résolution des crises et des conflits armés sur le continent depuis sa création, réexaminer le dispositif existant et les projets en cours et enfin susciter l'engagement et la prise d'initiatives en faveur de l'édification d'un dispositif plus efficace dans la prévention et la résolution des conflits africains. La présente analyse s'inscrit donc dans la continuité de la recherche de solutions durables aux conflits armés sur le continent et se propose de mettre en lumière la liaison entre les identités culturelles, religieuses et les conflits armés en Afrique.

Cartographie des conflits armés en Afrique : une migration des conflits interétatiques vers des conflits infranationaux de type identitaire et religieux

Alors que les conflits de types interétatiques ont pratiquement disparu sur le continent africain, les conflits récents ou en cours ont une forte teinte culturelle et religieuse. Le continent africain étant constitué de plusieurs États réputés multiculturels et multiethniques, la communication et la coopération interculturelles au sein des États et à l'échelle continentale doivent être mises au premier plan.

Les conflits identitaires en Afrique, menaces au vivre ensemble Les expressions « vivre ensemble » et « multiculturalisme » font désormais partie du langage courant mais il n'est pas sûr que tout le monde veuille lui donner la même signification. Pour certains Africains, vivre dans un contexte de diversité culturelle est une opportunité, tandis que d'autres le considèrent encore comme un problème.

La Charte culturelle de l'Afrique, que nous analyserons plus tard dans nos développements, précise « que la diversité culturelle africaine, expression d'une identité est un facteur d'équilibre et de développement au service de l'intégration nationale ». Elle considère que la diversité culturelle est « l'expression d'une même identité (africaine), un facteur d'équilibre à l'intérieur de la nation et une source d'enrichissement mutuel des différentes communautés ». Nous pouvons constater que les liens entre les conflits armés et la diversité des cultures et des religions sont de plus en plus

marqués

en

Afrique. La discrimination fondée sur l'appartenance ethnoculturelle et le rejet de la différence, résultant des efforts de repli identitaire, nourrissent encore des conflits armés sur le continent. La question de l'« ivoirité » en Côte d'Ivoire et celle de la « centrafricanité » des Peuls en République centrafricaine sont des exemples illustratifs. Le rejet par certains de l'anglophonie des Peuls du Nord-Ouest du Cameroun obéit à la même réalité. Aussi, des tentatives d'uniformisation culturelle ont été adoptées par les jeunes États multinationaux africains afin de renforcer le sentiment d'appartenance à une même nation ou de renforcer la loyauté au pouvoir central, au lendemain des indépendances. Ces tentatives ont souvent été perçues comme une volonté de domination culturelle des minorités par les groupes majoritaires, donnant naissance à des relations conflictuelles entre les composantes culturelles de certains États. Elle entraîne une explosion subite et parfois très brutale dans plusieurs régions du continent. C'est le cas de la crise anglophone qui a refait surface au Cameroun en 2016.

Des liaisons dangereuses entre culture, religion et politique en Afrique

Certains conflits armés, lorsqu'ils ne résultent pas d'une politisation du fait culturel et religieux, agitent cette fibre comme politique de mobilisation des ressources. Des revendications électorales peuvent se transformer en affrontements intercommunautaires. On a pu l'observer au Bénin, entre un Nord majoritairement musulman et un Sud majoritairement chrétien. Quand elles ne donnent pas lieu à des conflits armés, ces contestations favorisent des affrontements à distance par l'intermédiaire des réseaux sociaux qui donnent une nouvelle résonance à la conflictualité interculturelle. C'est le cas avec la manipulation dangereuse des expressions « tontinards » et « sardinards » sur les réseaux sociaux au Cameroun. Ces deux termes ont surgi durant les élections camerounaises de 2018, pour désigner respectivement les soutiens au régime de Biya (sardinards) et les soutiens de Maurice-Kamto (tontinards). Des considérations ethniques se sont greffées à ces termes, qui sont rentrés dans le vocabulaire courant et ont conduit à des affrontements puisque les « sardinards » sont associés aux Beti, ethnie du président Biya, alors que les « tontinards » sont assimilés aux Bamileke, ethnie de Maurice Kamto. Ainsi, de nombreux leaders politiques mobilisent leurs soutiens, d'abord parmi les membres des groupes dont ils sont culturellement plus proches. L'influence de ces formations politiques épouse alors parallèlement les frontières géographiques des groupes culturels auxquels leurs leaders appartiennent. En conséquence, les débats politiques sont devenus des débats intercommunautaires, les victoires politiques des victoires ethniques et les combats politiques des combats interculturels. Le terrorisme islamiste, nouvelle menace à la stabilité

Si le terrorisme islamiste n'épargne aucun continent, il est particulièrement marqué en Afrique. Sa progression des dernières décennies est liée à l'activité de quatre principaux groupes dont Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Boko Haram, le Mujao, et Al Shebab. D'autres sont plus minoritaires comme Al Mourabitoune, Ansar Eddine, Ansar Al Charia, Ansar Beit al-Maqdess et Ansaru. Si ces groupes affirment tous vouloir restaurer un islam « pur », ils nourrissent des ambitions politiques et territoriales différentes.

En 2017, on estimait déjà à plus de 52000 le nombre de combattants affiliés aux principaux groupes terroristes actifs sur le continent. Au moins huit « groupes djihadistes » sont actifs en Afrique, affiliés à « État Islamique (EI) » ou à Al Qaïda. Ces chiffres justifient l'augmentation spectaculaire du nombre d'attaques terroristes sur le sol africain depuis les années 2000. En 2016 par exemple, trois pays de la bande sahélienne, le Mali, le Niger et le Burkina Faso, étaient frappés au moins 256 fois. Les [données du Global Terrorism Index pour l'année 2019](#) plaçaient deux pays africains (le Nigeria et la Somalie), parmi les dix pays ayant enregistré le plus grand nombre d'attaques sur leur sol. Entre janvier et septembre 2020, le Cameroun a connu plus d'une cinquantaine d'attaques et incursions du groupe Boko Haram dans sa région de l'Extrême-Nord.

En Afrique australe, le groupe Al Shebab, affilié à État Islamique, qui a déjà fait plus de 1 500 morts au Mozambique entre 2017 et 2020, menace désormais de s'étendre sur d'autres pays de la région. Impuissant face à cette menace et dans l'attente d'un éventuel soutien de ses voisins, l'État mozambicain fait appel à des mercenaires russes et sud-africains pour sécuriser son territoire. La

présence des forces militaires françaises et américaines sur le sol africain n'a toujours pas permis d'éradiquer le fléau du terrorisme. Des opérations militaires des États, pris individuellement ou réunis au sein de coalitions (G5 Sahel, Force Multinationale Mixte autour du Lac Tchad), se multiplient mais à chaque fois, les attentats resurgissent et font de nombreuses victimes.

Efforts de l'Union Africaine en matière de culture et de paix

Plusieurs instruments de l'UA adressent directement les questions de paix et de sécurité, y compris les causes profondes des conflits en Afrique et les droits de l'homme. Ce dispositif qui inclut [l'Architecture africaine de paix et de sécurité](#) trouve toute sa pertinence dans la résolution des crises et des conflits en Afrique.

Intéressons-nous particulièrement à quatre d'entre eux, qui s'adressent aux défis analysés précédemment. Nous évoquerons la Convention sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme ainsi que son protocole additionnel, mais aussi [la Charte culturelle de l'Afrique](#) et [la Charte de la renaissance culturelle africaine](#) développée pour la substituer.

- La Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et son protocole additionnel Entre 1977 et 2017, huit traités ont été adoptés sur la paix et la sécurité au sein de l'UA. De ces traités, seuls la convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme de 1999 et son protocole additionnel de 2004 traitent spécifiquement du terrorisme. L'article 3 de la convention de 1999 définit l'acte terroriste comme étant : « tout acte ou menace d'acte en violation des lois pénales de l'État susceptible de mettre en danger la vie, l'intégrité physique, les libertés d'une personne ou d'un groupe de personnes ».

En plus de définir le terrorisme, elle le réprime et invite les États à mettre en commun leurs efforts par la coopération pour le combattre. Ceux-ci sont appelés à refuser leurs territoires aux activités qui tendent à planifier, organiser et commettre des actes terroristes. Ils doivent organiser la surveillance des activités transfrontalières en lien avec le trafic d'armes ou d'infiltration des terroristes.

Ils sont également amenés à renforcer la protection des cibles potentielles d'attaques terroristes, à empêcher la constitution de réseaux terroristes transnationaux, et à faciliter le partage des informations sur les terroristes, leurs organisations et leurs activités. Le Protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme de 2004 vise une opérationnalisation de la convention qui n'est pas entrée en vigueur en raison du nombre limité de ratifications par les États membres de l'UA, y compris certains États touchés par les activités terroristes.

- La Charte culturelle de l'Afrique

La Charte Culturelle de l'Afrique adoptée en juillet 1976 en vigueur depuis septembre 1990 et mise à jour en 2007 ne concerne pas directement les questions de paix et de sécurité mais constitue une voie majeure au service des États pour la prévention des crises interculturelles sur le continent africain. Elle donne une orientation aux États africains en matière de gestion de la diversité culturelle.

Dans son préambule, elle énonçait déjà l'urgence d'« édifier des systèmes éducatifs qui intègrent les valeurs africaines de civilisation, afin d'assurer l'enracinement de la jeunesse dans la culture africaine et de mobiliser les forces sociales dans la perspective d'une éducation permanente » et celle d'assurer « la promotion des langues africaines, supports et véhicules des héritages culturels dans ce qu'ils ont d'authentique et d'essentiellement populaire ». Elle énonce également la volonté affirmée des États africains de « renforcer la compréhension entre leurs peuples » et celle de consolider la fraternité entre les Africains et de transcender les divergences ethniques au sein des États. Elle engage ces derniers à « combattre et éliminer toutes les formes d'aliénation, d'oppression et d'aliénation culturelle partout en Afrique ». Outre l'adoption d'un principe visant à assurer l'accès de tous les citoyens à l'éducation et à la culture, la Charte retient le principe de « respect des spécificités et des authenticités nationales dans le domaine de la culture ». La Charte de la renaissance culturelle africaine proposée en substitution de la Charte culturelle de l'Afrique reprend certaines de ses dispositions mais n'obtient pas encore le nombre de ratifications nécessaires pour entrer en vigueur.

Au sein des États africains pris individuellement, des initiatives qui prennent en compte la nécessité de transformer la manière dont les groupes culturels se perçoivent et interagissent existent. Dans certains cas, des dispositions constitutionnelles proclament la volonté de promouvoir l'égalité entre l'ensemble des citoyens et garantissent la protection des minorités ethnoculturelles et religieuses. Des lois et des institutions sont créées pour promouvoir la diversité et prévenir les crises identitaires et les conflits interculturels. Malheureusement, dans la pratique, on note généralement un contraste entre ces dispositions pertinentes et le comportement des citoyens et de ceux qui incarnent la force publique.

L'UA a également lancé un vaste projet devant aboutir à une opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Sur le terrain, les soldats de la force africaine sont employés dans divers théâtres de combats. De même, l'institution panafricaine offre sa médiation pour la résolution des crises identitaires et joue un rôle de premier plan aux côtés des organismes régionaux dans la résolution des crises. De plus, l'UA a affirmé sa disponibilité à jouer un rôle de médiateur dans la crise anglophone au Cameroun. Son rôle est non négligeable dans la résolution de la crise centrafricaine, devenue intercommunautaire, ainsi que dans la création et le fonctionnement de la Force Multinationale Mixte, engagée dans la lutte contre Boko Haram autour du lac Tchad.

Titulaire d'un Master en Histoire Economique et Sociale et diplômé de l'Université d'Athabasca en éducation aux médias, information et dialogue interculturel, Aoudou Mouchili est familier de la société civile camerounaise depuis 2014. Fondateur et premier président exécutif de l'association Rural Youth Development Council, il est actuellement animateur au programme paix et prévention des conflits au sein de l'ONG internationale CIPCRE présente au Cameroun et au Bénin.

CHINA :

China's 'Golden Week' Kicks Off in Boost to Battered Tourism Industry <https://www.nytimes.com/2020/10/01/world/asia/china-tourism-covid.html> By Vivian Wang Oct. 1, 2020

Chinese travelers are expected to fan out across the country in droves, even as anxiety about the virus and the economy lingers.

Along the Great Wall, extra security guards have been deployed to deter rowdy tourists. Hotel bookings in Lhasa, the capital of Tibet, have risen 600 percent from the same period last year. In Wuhan, where the coronavirus outbreak began late last year, visitor demand for the city's Yellow Crane Tower has been so high that the landmark sits atop a major travel agency's list of the "Country's Hottest Scenic Spots."

China has kicked off Golden Week, the annual spree of shopping and travel built around the Oct. 1 National Day celebrations, and the first major holiday since the country brought its epidemic more or less under control.

In any year, the outlay of the weeklong holiday is a closely watched barometer of the country's economic health. This year it may be especially so, offering the clearest measure yet of China's recovery from the pandemic as people squeeze into train cars, crowd into ancient temples, and do everything else that people in many other countries can still only dream of.

The early signs seem to confirm two trends. First: China has returned to near normalcy with [remarkable speed](#). And second: Even so, the ripple effects of the pandemic are hard to shake off.

The week will also reflect how the pandemic has reshaped travel, turning China's increasingly global tourists back inward. Most years, millions of Chinese go overseas during the holiday, but this year, they have little option but to stay closer to home.

China's official tourism research institute has predicted that 550 million domestic trips will be made during the eight-day holiday, which this year coincides with the Mid-Autumn Festival. Though impressive, that is still only about 70 percent of the number in the same period last year, reflecting the sizable number of people being kept home by economic insecurity or lingering fear of infection. Official restrictions, though loosened, also remain. Tickets for Beijing's Forbidden City are sold out, but capacity is limited to [75 percent](#). And even as the authorities encouraged people to get on the road, some schools said they would grant only half the week off, or required students to obtain advance permission to leave campus.

Still, the tourism industry was bracing for an onslaught.

"The energy has been pent-up for too long," said Lisa Li, a manager at a Shanghai travel agency. "So we can predict that this National Day will not be relaxing at all."

While the rest of the world still struggles to tame the virus, China has not reported any locally transmitted symptomatic cases since Aug. 15. Most foreigners are not allowed to enter the country unless they have valid residence permits, but inside, factories, shopping malls and even [luxury autoshow](#) have whirred back to life. Beijing recently [stopped requiring people to wear face masks at all times](#); in Wuhan, [a massive elbow-to-elbow pool party](#) grabbed international attention.

The recovery has been enabled in part by the same [strenuous, top-down tactics](#) that Chinese officials used to control the virus. The authorities were already urging companies to get back to work in February and March, though the virus was still spreading domestically. Factories dutifully [fired back up, though few consumers were buying](#).

Gradually, though, people's confidence revived, and officials turned their attention toward restarting the retail and tourism sectors. Over the summer, several airlines advertised passes that would grant

passengers unlimited flights within a fixed time period. Tourist attractions, especially in Wuhan, offered free admission.

The central government declared the period from Sept. 9 to Oct. 8 “[National Consumer Promotion Month](#),” with the slogan, “Enjoy consumption for a beautiful life.”

As the holiday begins, those efforts seem to be paying off. While many lower-income people, [especially migrant workers](#), are still struggling to find work, the middle-class and affluent Chinese who drive the country’s economy are eager to let loose.

Last year, [more than seven million people left the country during Golden Week](#), according to the Ministry of Culture and Tourism. This year, demand for hotels in remote locations like Lhasa has soared, reflecting a desire to still find “faraway places,” according to a report by Ctrip, an online travel agency.

Moran Li and her family have not left their home city of Hangzhou, in eastern China, this year. So as Golden Week neared, Ms. Li, who works in the hotel industry, had hoped to finally make an outing. She set her sights on Sanya, a palm-tree-laden city in China’s tropical island province of Hainan.

But every hotel she checked was sold out for the holiday as well as the two weekends after. She eventually booked a room for the weekend of Oct. 30. This week, she, her husband and her 22-month-old son plan to visit her husband’s hometown not far from Hangzhou instead.

Ms. Li said she did worry about her son catching the coronavirus, but that the situation within China felt manageable. “In the end, we have to take him out eventually,” she said.

Others like Liu Zihan, 23, didn’t wait for Golden Week to set out. After graduating from college this year, Ms. Liu spent two months crisscrossing the country, taking advantage of the unlimited flights package.

She visited 17 cities, flitting from the industrial metropolis of Shenzhen in the southeast to the walled old town of Dali in the southwest, from humid Hangzhou to the arid Tibetan plateau. She recently finished her trip in Hainan, where she took advantage of duty-free policies to load up on Kiehl’s face masks and Armani lip gloss.

For the holiday, though, she planned to visit her boyfriend in the eastern city of Changzhou and stay put for the week. “There are too many people on National Day to go anywhere,” she said.

Still, the frenzy to get out belies some less rosy realities. Though the number of domestic flight passengers during Golden Week is expected to increase 10 percent from the same period last year, the average price of tickets on many routes was lower than in previous years, according to [Chinese news reports citing Qunar, an online travel company](#).

While five hotels in the semiautonomous Chinese city of Macau were sold out for Golden Week in the beginning of September, a week later only three still were, reflecting a high volume of cancellations, according to a survey by Morgan Stanley analysts. The drop may have reflected overly optimistic projections by tour groups, the analysts said.

Ms. Li, the Shanghai travel agency employee, said that even when tour groups do go out, many are made up of older travelers, who tend to spend less money and often qualify for reduced admission prices.

Full recovery for the travel industry is still far off, she said. “Every company is desperately trying to think of how to survive, not about how to make money.”

Compounding difficulties has been many schools’ reluctance to let their students travel. Nearly 200 million Chinese students have [returned to in-person learning](#).

Gon Hong, a Hangzhou resident, had planned to take his 10-year-old son to either Guangzhou or Chengdu for the holiday, especially because he had a coupon for a Chengdu hotel that would have included cheaper room rates and in-room dining.

But word soon circulated in a chat group for parents at his son’s school that they would need to seek permission from the school in order to take their children out of the city. Mr. Hong decided to take his son roller-skating closer to home instead.

Universities also introduced measures to limit students’ movement, sometimes at the last minute. China West Normal University, in Sichuan Province, announced on Monday that the eight-day

holiday would be reduced to five nonconsecutive days for public health reasons. The first of those days, the announcement said, was Sept. 27 — the day before.

“I don’t know if I’ve been time traveling or lost my memory — how did I not know on the 27th that I was already on vacation?” one student wrote in response on Weibo, a Twitter-like platform.

Still, China’s experience suggests that consumption can bounce back fairly quickly once the virus is under control, said Zhang Tianbing, who leads the Asia-Pacific consumer products and retail team at Deloitte, the global consulting firm. “That probably gives you a bit of hope and optimism for other countries,” he said.

For his part, Mr. Zhang, who lives in Shanghai, said he had no plans to travel during the holiday. He had spent much of the year stuck in Britain because of the pandemic and returned to China only recently.

He planned to spend the next few days, he said, trying to revive his garden.

USA :

USA: le président Donald Trump annonce qu'il a été testé positif au Covid-19 AFP

02 octobre 2020 à 06:08 dernière modification 02 octobre 2020 à 13:31

<https://www.i24news.tv/fr/actu/international/ameriques/1601611692-usa-covid-19-d-trump-se-met-en-quarantaine-apres-le-test-positif-d-une-collaboratrice>

La Première dame et moi-même attendons les résultats de notre test", avait-il annoncé plus tôt. Le président américain Donald Trump a annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi qu'il avait été testé positif au Covid-19, tout comme sa femme Melania, et qu'il se mettait en quarantaine.

"Ce soir, la Première dame et moi-même avons été testés positifs au Covid-19", a tweeté le président de la première puissance mondiale, âgé de 74 ans.

"Nous allons entamer notre quarantaine et le processus de rétablissement immédiatement. Nous nous en sortons ENSEMBLE!", a-t-il ajouté.

Dans un courrier rendu public par l'exécutif américain, le médecin de la Maison Blanche a précisé qu'il s'attendait à ce que le président continuerait à exercer ses fonctions "sans perturbations" et qu'il resterait à la Maison Blanche pendant sa "convalescence".

Jeudi soir, Donald Trump avait confirmé sur Fox News que Hope Hicks, sa proche conseillère, avait été testée positive. "Je viens de faire un test, nous verrons. Qui sait?", a-t-il déclaré, évoquant des résultats "ce soir" (jeudi) "demain matin" (vendredi).

Hope Hicks était à bord d'Air Force One avec le président américain lorsqu'il s'est rendu mardi à Cleveland, dans l'Ohio, pour participer au débat face à Joe Biden.

Elle a également voyagé avec lui mercredi lorsqu'il s'est rendu dans le Minnesota pour un meeting de campagne.

"Elle travaille dur", a-t-il souligné. "Elle porte souvent un masque mais elle a été testée positive", a-t-il ajouté, précisant qu'il passait "beaucoup de temps avec Hope, tout comme la Première dame".

Devant l'ONU, la Russie accuse Berlin de «provocation»
<https://www.24heures.ch/devant-lonu-la-russie-accuse-berlin-de-provocation-477984059465>Publié: 30.09.2020, 20h38

Le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas est intervenu devant l'Assemblée générale de l'ONU sur l'empoisonnement présumé de l'opposant russe Alexeï Navalny.

La Russie a accusé mercredi l'Allemagne de «provocation» après l'intervention de son chef de la diplomatie devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Militant de la lutte contre la corruption et critique féroce du Kremlin, Alexeï Navalny, 44 ans, qui a passé un mois dans un hôpital à Berlin, a été victime fin août selon trois laboratoires européens d'un empoisonnement à un agent neurotoxique, imputé par ses partisans et les Occidentaux aux autorités russes.

Dans son discours vidéo devant l'Assemblée générale de l'ONU mardi, le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas a déclaré qu'une «telle violation (de l'interdiction des armes chimiques, ndlr), comme nous avons pu le prouver avec nos partenaires dans le cas de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, est un problème pour l'ensemble de la communauté des États» et a invité la Russie «à faire davantage pour clarifier cette affaire».

«Elucubrations publiques»

«Cela semble une provocation que l'Allemagne se soit servie cette fois de la haute tribune de l'ONU pour répéter ces reproches sans fondement sur le soi-disant recours à une substance toxique militaire contre A. Navalny», a réagi mercredi la diplomatie russe dans un communiqué.

Elle a dénoncé des «élucubrations publiques» qui constituent pour Moscou «la poursuite d'une ligne ouvertement hostile antirusse de Berlin» et a accusé une nouvelle fois l'Allemagne de refuser de coopérer avec la Russie dans cette affaire.

«Compte tenu de ce comportement de l'Allemagne et de ses alliés à l'UE et à l'Otan (...), il est impossible à avoir à faire avec l'Occident jusqu'à ce qu'il ne cesse d'utiliser des méthodes de provocation et de falsification et ne commence à se comporter de manière honnête et responsable», ajoute le communiqué.

Hospitalisé initialement dans une ville sibérienne après avoir fait un malaise dans l'avion le 20 août, M. Navalny a ensuite été transféré vers l'hôpital de la Charité à Berlin où il a reçu une visite de la chancelière Angela Merkel.

Il est sorti la semaine dernière de l'hôpital et poursuit sa convalescence dans la capitale allemande. Trois laboratoires européens ont conclu à son empoisonnement avec un agent neurotoxique de type Novitchok, conçu à des fins militaires à l'époque soviétique, et les capitales occidentales ont dès lors appelé la Russie à s'expliquer et à enquêter. Moscou rejette toutes les accusations.

ATS/NXP